ÉPOQUE TIMES

35 PAYS 21 LANGUES ET EN EXPANSION

10E ANNÉE N° 21 • 29 SEPT. AU 12 OCT. 2014 • ÉDITION MONTRÉALAISE • WWW.EPOQUETIMES.COM

VOYAGE PAGE 12

De Quito à Otavalo, l'histoire d'une revanche
2e partie

VIVRE PAGE 9

À la découverte des plantes indigènes du Québec

Nathalie Dieul/Époque Times

ART ET CULTURE PAGE 8

L'Art de Zhen Shan Ren

Une exposition qui émeut

L'Heureux Naufrage

La valeur sûre du spirituel pour les années à venir

Fraude immobilière

Des acheteurs frustrés intentent des poursuites

Chemins de terre battue, poteaux de câbles électriques branlants, escaliers faits de quelques planches de bois, promoteurs victimes de fusillades, disparition de la mise de fonds des acheteurs : le projet Bois des Caryers, tout près du parc Angrignon, a toutes les allures d'un western. Avec la venue d'un nouveau promoteur, la saga de ce projet aux débuts troubles pourrait arriver au dernier chapitre de son épopée, même si près de 100 acheteurs ne reverront probablement jamais leur argent.

PAGES 2 ET 3

Olivier Chartrand/Époque Times

Musellement à perpétuité d'un intellectuel modéré

Des diplomates du Canada, de l'Allemagne et du Royaume-Uni qui avaient voyagé à Urumqi, Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, pour assister au procès du professeur d'origine ouïgour Ilham Tohti sont regroupés à l'extérieur du tribunal après s'être vu refuser l'accès.

Goh Chai Hin/AFP/Getty Images

Les Ouïgours, musulmans turcophones du nord-ouest de la Chine, vivent l'oppression et le colonialisme de Pékin. Ils viennent maintenant de perdre un de leur porte-parole, Ilham Tohti, qui a été emprisonné à perpétuité pour le crime de «séparatisme».

PAGE 6

Demande de transparence

L'intervention en Irak est facile à vendre. Pratiquement personne n'a d'affinité avec le groupe terroriste État islamique et l'emploi de la force est l'unique moyen à ce stade d'empêcher ses exactions. En dépit de cela, le gouvernement conservateur fournit des «réponses» sur l'implication du Canada en Irak qui exaspèrent l'opposition officielle et les médias.

PAGE 4

Le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, en conférence de presse avec le chef de cabinet à la présidence du Kurdistan irakien, Fouad Hussein, au cours d'une visite de Baird à Irbil, Irak, le 4 septembre 2014.

Safin Hamed/AFP/Getty Images

Stupéfiants : est-il temps de changer d'approche?

Les politiques répressives des dernières décennies n'ont rien fait pour endiguer le problème, alors que les bases de certaines sociétés sont rongées par des conflits violents et des crises humanitaires.

PAGE 5

Des soldats mexicains participent à une opération antidrogue dans un champ de marijuana et de pavot dans l'État de Guerrero.

Pedro Pardo/AFP/Getty Images

Actualité

CG Textures / Yvan Pinard / Olivier Chartrand

DES ACHETEURS FRUSTRÉS INTENTENT DES POURSUITES

« Depuis le début, ce n'est que des mensonges et des délais, c'est ridicule! »

Olivier Chartrand
Weiya Yang
Époque Times

«J'ai acheté en avril 2011. J'ai fait trois paiements, donc j'ai payé 40 500 $ en l'espace de quelques mois. Ils m'ont dit qu'ils allaient me rembourser, mais ils ne l'ont jamais fait», explique au bout du fil, Lorraine Craig, une des 87 clientes flouées par Focus Management, l'ancien promoteur immobilier du projet Bois des Caryers à LaSalle dont certains acteurs entretiennent des liens avec la mafia montréalaise.

En 2011, Mme Craig entend parler de Bois des Caryers, un projet immobilier de grande envergure à phases multiples dans l'arrondissement de LaSalle. Il comprend la construction de maisons de ville et de condos. Le projet est situé dans un quartier où le réseau de transport est accessible. L'endroit bénéficie d'une certaine proximité avec des espaces verts, le parc Angrignon, et le rapport qualité-prix est bon. Donc, le projet attire l'attention de beaucoup d'acheteurs et d'investisseurs.

«En fait, c'était supposé être prêt en septembre 2012», continue-t-elle concernant la portion "condo" du projet immobilier nommée Le Monaco. Cependant, depuis son achat, le bureau de vente du promoteur immobilier ne fait que repousser la date d'échéance du projet en lui promettant que tout va pour le mieux.

«Depuis le début, ce n'est que des mensonges et des délais, c'est ridicule!», dit avec une pointe d'amertume la dame travaillant dans le domaine des médias.

À un certain moment, elle s'est dit qu'il y a anguille sous roche. Elle veut ravoir sa mise de fonds et elle envoie plusieurs mises en demeure à Focus Management (enregistrée sous la compagnie à numéro 9181-5712 Québec Inc.) dont les actionnaires sont Allan Schachter et Patricia Navarro. Allan Schachter œuvre dans le milieu du textile, sans avoir aucune expérience connue en immobilier. Patricia Navarro est une femme d'affaires près de Tony et Ricardo Magi, deux frères ayant des liens connus avec la mafia.

Ses lettres restent sans réponse. On va même tenter de lui faire croire qu'elle est la seule à avoir des problèmes.

«Ils m'ont dit que j'étais la seule à ne pas avoir récupéré ma mise de fonds, mais ensuite je me suis rendu compte que nous étions 87 personnes dans la même situation», développe-t-elle.

Elle intente par la suite des poursuites. «J'ai gagné mon procès en mai 2013, mais je n'ai pas pu récupérer mon argent. Ils [les promoteurs immobiliers] me disent que leurs avoirs financiers ne peuvent essuyer leurs dettes», partage Mme Craig qui a perdu dans cette histoire un total de 50 000 $ avec les frais d'avocat.

«À un certain point, nous sommes allés saisir les biens du bureau des ventes, mais ils ont vidé le bureau des ventes avant même que nous puissions le saisir», élabore-t-elle.

Au cours de cette mésaventure, Mme Craig a dû retourner pendant une certaine période dans la maison familiale pour économiser à nouveau. Elle réside maintenant à Lachine où elle a pu acheter une propriété, mais tous n'ont pas la même chance qu'elle.

De son côté M. Liu, un acheteur d'origine chinoise, avait fait un dépôt de 40 000 $. Il espérait pouvoir emménager dans les appartements du Monaco pour sa proximité avec le parc et parce qu'il s'agissait d'un établissement résidentiel à LaSalle avec ascenseur. Il a choisi le projet étant donné que lui et sa femme doivent déplacer en fauteuil roulant leur fille atteinte de déficience intellectuelle et d'incapacité physique. Chaque jour, M. Liu monte et descend les escaliers de son appartement du troisième étage avec sa fille et le fauteuil roulant dans ses bras. Fin 2012, lorsqu'il apprend le retard dans la construction du projet, il décide de prendre son mal en patience et d'attendre. Cependant, comme beaucoup d'autres, il ne reverra probablement pas la couleur du 40 000 $ qu'il avait durement gagné. Il aimerait acheter une nouvelle maison, mais il n'a plus assez de capital et perd confiance dans les promoteurs immobiliers.

Mme Ji, une autre acheteuse d'origine chinoise faisant partie d'un groupe d'une vingtaine de personnes qui a déposé une plainte au poste de police de LaSalle le 13 septembre dernier, s'indigne. «Nous les avons tous acheté à peu près durant les années 2011, 2012. Vers la fin de 2012, c'était le moment où la construction devait être terminée pour qu'on emménage, mais ils n'étaient même pas encore commencés. Plusieurs d'entre nous sommes allés annuler notre contrat et reprendre notre dépôt. Ils ont été capables d'encaisser un premier chèque, mais le deuxième était sans provision. Il y en a même parmi nous qui n'ont pas encore vu un sou de leur argent. En novembre 2013, le promoteur immobilier – sans même nous aviser préalablement – a vendu le terrain sur lequel on construisait le projet.»

«À l'achat, le courtier chinois nous avait dit qu'il n'y avait aucun problème et que s'il y en avait un, l'on pourrait aller reprendre notre argent à la compagnie d'assurance, mais lorsque nous nous y sommes rendus, nous nous sommes aperçus que le numéro d'assurance-qualité était faux», s'étonne-t-elle encore.

Lorsque l'on donne une mise de fonds pour l'achat d'une propriété, les chèques doivent être destinés au notaire du promoteur immobilier afin d'éviter des problèmes de fraude comme dans ce cas-ci. Néanmoins, ce n'est pas tous les nouveaux acheteurs, et à plus forte raison s'ils sont de nouveaux arrivants, qui sont au courant de ce point.

Dans le cas de Bois des Caryers, le bureau des ventes a fait signer des chèques directement au nom de la compagnie à numéro 9181-5712 Québec inc. (aussi connu sous le nom de Focus Management).

«Honnêtement, je n'étais pas au courant que je devais faire le chèque au nom du notaire, car c'était la première fois que j'achetais une propriété. Tout le monde a fait son chèque à l'ordre de la compagnie à numéro, c'est ce qu'on nous a demandé de faire. J'étais confiante parce qu'ils avaient déjà construit une partie des maisons de ville et que la construction était en branle», raconte Mme Craig.

Pas à un problème près

Non seulement la compagnie à numéro à l'origine de Bois des Caryers n'a pas remboursé les mises de fonds des 87 acheteurs de condos (pour un montant estimé entre 700 000 $ et 800 000 $) mais, en plus, elle n'a jamais terminé les travaux pour les résidents des maisons de ville de son projet. Les rues sont en terre battue. Certaines entrées de maison sont encadrées de clôtures de chantier de construction, et on doit passer sur une planche de bois déposée par-dessus un fossé pour entrer chez soi. En plus, les 200 résidences habitées du projet sont branchées sur une installation temporaire leur fournissant l'électricité. Le système temporaire est non sécuritaire, selon Hydro-Québec, qui menace de couper le courant à ces résidents si personne ne fait une installation en règle du système électrique.

Les acteurs derrière ce projet trouble ont aussi un passé trouble et des fréquentations peu recommandables. En fait, les frères Tony et Ricardo Magi sont les instigateurs de ce projet. Ils sont par ailleurs tous deux ex-associés de Nick Rizzuto Jr, le fils de l'ex-parrain de la mafia montréalaise, Vito Rizzuto. Nick Rizzuto Jr a été assassiné en 2009 devant les bureaux de Focus Management, la compagnie à numéro des frères Magi. Tony Magi entretenait aussi des liens avec Ducarme Joseph, ancien chef de gang assassiné au mois d'août dans le quartier Saint-Michel.

Ricardo ainsi que Patricia Navarro, une proche de Tony Magi, étaient les deux actionnaires qui ont, au départ, acheté le terrain du projet Bois des Caryers. La femme d'affaires aurait servi de prête-nom à Magi dans une transaction avec le mafieux Tony Volpato, selon le témoignage d'un ex-partenaire de Magi produit en cour, d'après un reportage de l'émission Enquête diffusée sur les ondes de Radio-Canada en janvier 2013.

Bien que Tony Magi ait son nom mentionné sur aucun papier lié au projet, il était très présent au bureau des ventes de Bois des Caryers et exerçait un pouvoir décisionnel important à toutes les étapes du projet, selon nos sources. Patricia Navarro et certains membres de l'équipe de ventes font d'ailleurs l'éloge du flair de M. Magi en tant que «visionnaire» pour repérer les bons terrains, en référence à l'emplacement du Bois des Caryers, selon nos sources.

Tony Magi a également été victime d'une tentative de meurtre, une fusillade en pleine rue, en 2008, dans le secteur de Notre-Dame-de-Grâce. Il a par la suite plaidé coupable à des accusations de possession d'arme semi-automatique sans dispositif de verrouillage en 2010.

Il est donc fort à parier que le nom de Magi mentionné à plusieurs reprises lors de la commission Charbonneau ait fait fuir plusieurs bailleurs de fonds en cours de route. Toutefois, ça n'a pas fait peur à Allan Schachter, vice-président de Cansew (entreprise spécialisée dans la fabrication de fils à coudre), qui a officiellement remplacé Ricardo Magi à la tête du projet ces dernières années. Allan Schachter a soutenu dans une entrevue accordée à *La Presse* que Ricardo Magi n'avait rien à voir avec le projet alors que c'était Ricardo Magi et Patricia Navarro qui étaient en premier lieu les deux actionnaires de la compagnie à numéro 9181-5712 Québec inc. M. Schachter entretenait également des liens d'affaires avec un autre homme bien connu de la commission Charbonneau et dont la mémoire fait aussi parfois défaut, Tony Accurso.

ÉpoqueTimes
ISSN#1712-8099
1099, rue Clark, bureau 2
Montréal QC H2Z 1K3
www.epoquetimes.com
Téléphone : 514 931-0151
Télécopieur : 514 868-0843

Directeur
Olivier Chartrand
[olivier.chartrand@epochtimes.com]

Rédaction
Mathieu Côté-Desjardins
[mathieu.cote-desjardins@epochtimes.com]

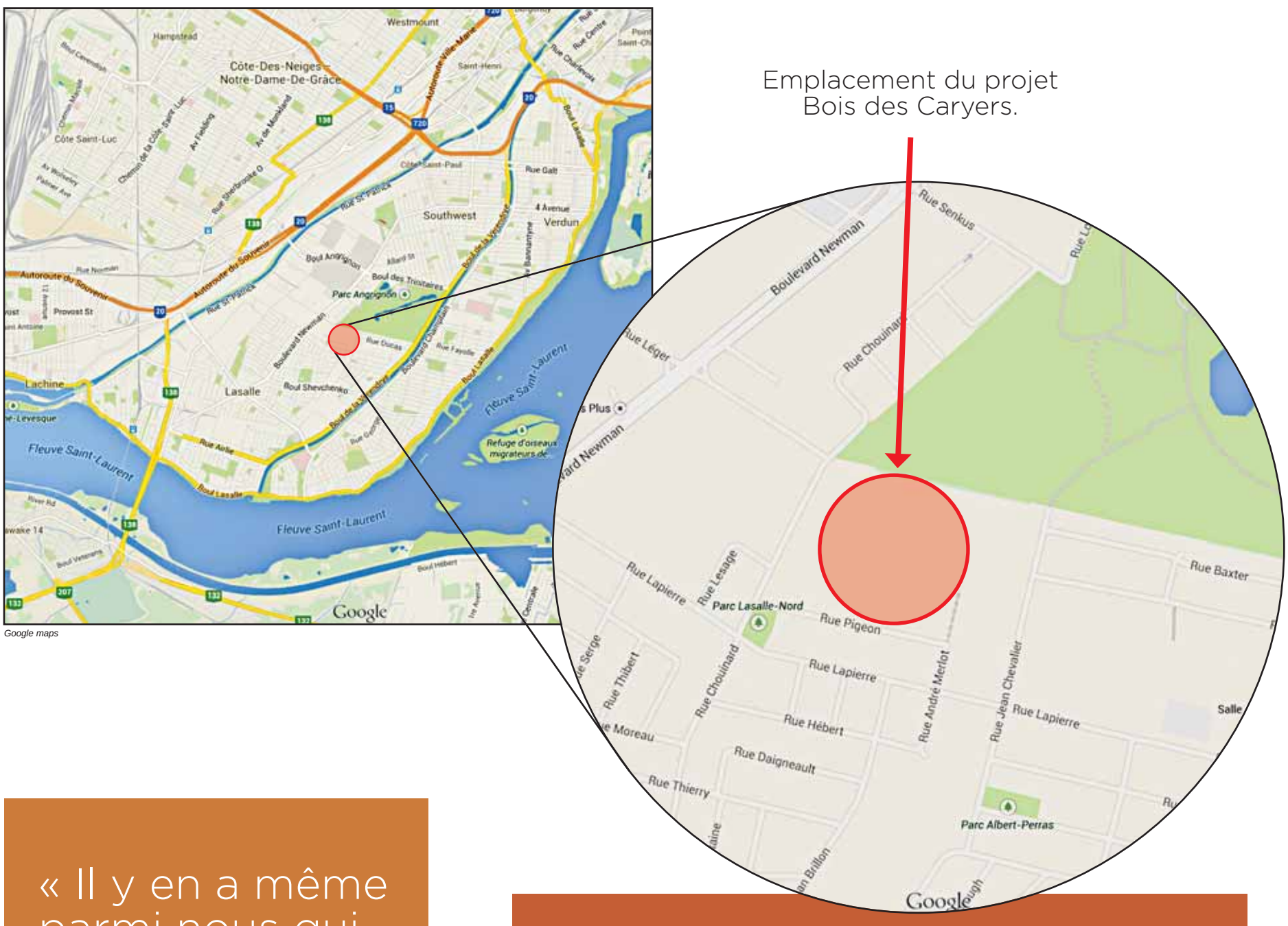
Ventes
Maud Bertholet
[maud.bertholet@epochtimes.com]

Distribution
John Halas

Tirage : 10 000 exemplaires distribués gratuitement, en main et en présentoir, deux fois par mois au coeur de la ville de Montréal

Publié par : Époque Times

ÉpoqueTimes fait partie du réseau d'information le plus largement distribué au monde. Toute reproduction des annonces ou informations, en tout ou en partie, est interdite sans la permission écrite de l'éditeur. ÉpoqueTimes ne se tient pas responsable financièrement des erreurs typographiques; textes, dates ou autres pouvant survenir dans les textes publicitaires, mais elle s'engage à reproduire la partie du texte où se trouve l'erreur dans une édition subséquente. Le journal se réserve le droit de refuser toute publicité ne convenant pas à sa politique.



Google maps

« Il y en a même parmi nous qui n'ont pas encore vu un sou de leur argent. »

« J'ai gagné mon procès en mai 2013, mais je n'ai pas pu récupérer mon argent. »

Nouveaux promoteurs

Au cours des deux dernières années, Focus Management a construit des habitations pour environ 200 familles. Depuis cette période, l'arrondissement de LaSalle a commencé à recevoir de plus en plus de plaintes concernant des retards dans la réalisation des travaux des routes, des lignes électriques et du réseau téléphonique. LaSalle a utilisé des moyens légaux afin de contraindre les promoteurs immobiliers à tenir leurs promesses et terminer les infrastructures du projet Bois des Caryers, mais tous les moyens utilisés ont été infructueux. La Ville a aussi envoyé plusieurs lettres aux habitants du projet leur expliquant la position de l'arrondissement.

Néanmoins, les lots des phases 6 à 9 ont été rachetés récemment par un nouvel entrepreneur, M. Arian Azarbar. Son arrivée semble soulager la Ville, les propriétaires vivant dans des conditions inquiétantes et plusieurs acheteurs n'ayant pas de recours contre l'ancien promoteur.

«C'est une très bonne nouvelle pour les gens qui ont acheté leur maison au Bois des Caryers, parce qu'ils avaient une connexion électrique temporaire depuis un certain temps», nous explique au téléphone Pierre Dupuis, directeur Affaires publiques et Greffe dans l'arrondissement de LaSalle.

«Alors maintenant c'est le nouveau promoteur immobilier qui paie pour les travaux, parce qu'il veut que les rues soient faites pour qu'un jour son projet de condos puisse être construit. Nous voyons que quelqu'un est enfin en train de s'occuper des travaux d'infrastructure que la Ville demande depuis deux ans!», continue M. Dupuis.

«Je suis à faire recouvrir les routes, j'ai fait installer les lampadaires, j'ai déjà payé les frais pour le réseau électrique et, dans quatre mois, l'infrastructure et les constructions seront à peu près toutes terminées», énumère le principal intéressé.

En entrevue avec *Époque Times* à ses bureaux de la rue Brunswick à Pointe-Claire, M. Arian Azarbar nous détaille son parcours et son implication dans le projet. Entrepreneur d'origine iranienne et latino-américaine, il a grandi à Montréal à partir de l'âge de 4 ans. Il a fait ses études au Collège John Abbott. En 2003, il est parti pour le Venezuela où il fera, entre autres, des logements sociaux pendant près de 10 ans. En 2012, il revient à Montréal, étant donné l'instabilité des dernières années dans le domaine de la construction au Venezuela, selon ce qu'il nous révèle. Il fonde Structcan, entreprise spécialisée dans les matériaux de construction. Fournisseur pour le projet Bois des Caryers, le promoteur lui devant de l'argent ainsi qu'à ses partenaires, il rachète avec ces derniers une partie des lots du projet Bois des Caryers qui est en difficulté financière.

«Comme la majorité des produits que nous manufacturons était pour ce projet-ci, mes partenaires avaient déjà travaillé sur le Bois des Caryers, mais l'ancien promoteur Allan Schachter ne nous avait pas encore payés. Toutefois, tout le monde voyait que cet emplacement géographique avait beaucoup de potentiel de développement et nous avons donc décidé de nous rassembler afin d'acheter le terrain des phases 6, 7, 8 et 9. Par la même occasion, une réduction du prix à l'achat a compensé pour les paiements qui ne nous avaient pas encore été faits par l'ancien propriétaire. Nous sommes très confiants dans ce projet, puisqu'il est situé dans un emplacement exceptionnel», relate M. Azarbar qui dit avoir subi un énorme stress depuis le début de son implication dans ce projet.

En partenariat avec Catalogna & Frère Ltée et Lambda Construction et la compagnie financière Fiscalex, il planifie entamer la construction de sa première phase de condos dans les prochaines semaines et de la terminer en juillet 2015.

Néanmoins, il soutient que jusqu'à la signature du contrat pour la vente des lots, Allan Schachter, l'ancien promoteur immobilier, ne lui aurait jamais mentionné que des acheteurs avaient déjà donné leur mise de fonds. Une source qu'il veut taire lui aurait révélé le jour même cet élément et il aurait demandé au notaire d'inclure une clause qui oblige Schachter à rembourser les acheteurs. Alors, toujours selon M. Azarbar, il aurait confronté M. Schachter qui lui aurait dit qu'il ne s'agissait que d'une valeur d'environ 150 000 $. Après la signature du contrat, M. Azarbar s'est rendu compte qu'il s'agit d'une somme entre 700 000 $ et 800 000 $.

Pour Lorraine Craig, l'arrivée de M. Azarbar est aussi un soulagement. «Il a vraiment été formidable, il fait de son mieux pour nous défendre [face à l'ancien promoteur]», partage-t-elle.

«J'ai donné deux choix aux anciens acheteurs : le premier est de me donner le droit de poursuivre Allan [Schachter] pour l'argent du dépôt, explique M. Azarbar. Dans ce cas, je représenterai tout le groupe et utiliserai tous les moyens légaux afin de poursuivre le précédent promoteur.» Il nous montre la liste d'une soixantaine d'acheteurs ayant choisi cette option.

Il nous explique que les anciens propriétaires peuvent eux-mêmes intenter des poursuites et gagner leur procès, mais l'ancien promoteur n'a pas d'actif. Donc, ils risquent de ne pas pouvoir récupérer leur investissement. «Comme j'ai en ma possession l'hypothèque d'une propriété de l'ancien promoteur [le terrain de la phase 10 du projet], il suffit que le juge donne son aval sur le transfert de la propriété de ce terrain et je pourrai alors rembourser les acheteurs», clarifie-t-il.

«Sinon, les acheteurs peuvent transférer la somme du dépôt qu'ils avaient fait pour l'ancien projet vers l'achat d'une des nouvelles habitations que nous développons», propose-t-il. En d'autres mots, dans cette option, il va essuyer la dette de l'ancien promoteur pour faire avancer les choses.

«Il croit vraiment à son projet et j'y crois aussi, ça va vraiment être beau», conclut Lorraine Craig sur une note plus positive.

Olivier Chartrand/Époque Times

Depuis presque deux ans, les résidents des maisons de ville du projet Bois des Caryers vivent dans un décor de film western et ils sont branchés sur un système d'alimentation électrique précaire et non conforme aux normes d'Hydro-Québec.

Olivier Chartrand/Époque Times

International

Le rôle du Canada en Irak sous la loupe

Harper affirme qu'Ottawa décidera bientôt de ses prochains pas dans le dossier

Matthew Little
Époque Times

Michal Cizek/AFP/Getty Images

En République tchèque, des soldats canadiens et tchèques chargent des boîtes de munitions dans un *C-17 Globemaster III* canadien à destination de l'Irak le 18 septembre 2014.

OTTAWA – Le Canada semble s'apprêter à jouer un plus grand rôle dans le conflit irakien, selon les commentaires du premier ministre Stephen Harper la semaine dernière.

Le 24 septembre, à New York, M. Harper a déclaré que les États-Unis ont demandé au Canada de s'impliquer davantage dans la région. Washington s'affaire depuis quelques semaines à bâtir une coalition pour dérouter le groupe extrémiste État islamique (ÉI) en Irak et en Syrie.

«Nous devons débattre davantage la question au sein de notre gouvernement avant de prendre une décision finale», a-t-il affirmé durant une période de questions à New York devant des gens d'affaires américains.

M. Harper a ajouté que la question devait d'abord être présentée au Parlement, puisque son gouvernement a promis que toute décision de jouer un rôle de combat allait devoir être soumise à un vote dans la Chambre des communes.

«Le gouvernement du Canada prendra une décision à ce sujet très, très bientôt», a-t-il spécifié.

Le Canada a déjà fourni du matériel militaire et de l'aide humanitaire en Irak. Le premier ministre a affirmé que le Canada avait déjà transporté plus de matériel dans le nord de l'Irak que la force aérienne américaine.

Le Canada a également déployé 69 conseillers militaires des forces spéciales, un geste condamné par le NPD puisqu'il n'a pas été soumis à un vote. Le gouvernement se défend en affirmant que les soldats ne participent pas à une mission de combat.

Les soldats d'élite ont été déployés pour une mission de 30 jours qui prendra fin le 4 octobre. Alors que M. Harper contemple une implication plus sérieuse en Irak, il semble probable que la question sera bientôt débattue en Chambre.

Les répercussions de l'implication du Canada en Irak se sont fait sentir cette semaine alors que l'État islamique a appelé à ce que les Canadiens soient tués, peu importe le moyen

«Si vous pouvez tuer un infidèle américain ou européen – particulièrement un méchant et sale Français – ou un Australien ou un Canadien […] Tuez-le quelle que soit la manière», a déclaré le porte-parole de l'État islamique Abou Mohamed Al-Adnani dans un enregistrement audio.

Des députés canadiens de tous bords ont dénoncé le groupe terroriste.

«C'est tellement répugnant que c'est pratiquement incroyable», a déclaré le conservateur Daryl Kramp, le président du Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

Le NPD de son côté n'apprécie quand même pas la manière avec laquelle le gouvernement gère la situation, dénonçant son manque de transparence quant au rôle exact que le Canada joue actuellement en Irak.

Par exemple, le nombre précis de forces canadiennes en sol irakien demeure inconnu et le gouvernement est demeuré vague sur la question.

Lorsque des journalistes ont demandé à James Bezan – secrétaire parlementaire du ministre de la Défense et responsable du dossier irakien – combien de Canadiens étaient impliqués en Irak, il a pesé sa réponse.

«Nous nous sommes engagés à [en déployer] 69.»

«Non, mais combien y en a-t-il sur le terrain maintenant?», a pressé un journaliste.

«Nous nous sommes engagés à 69. Sécurité nationale», a répondu M. Bezan.

Scène étrange

Cet épisode est survenu après une scène étrange durant la période de questions lorsque le secrétaire parlementaire de M. Harper, Paul Calandra, a échangé avec le chef du NPD, Thomas Mulcair.

«Est-ce que le gouvernement conservateur va confirmer que l'engagement de 30 jours du Canada en Irak va effectivement prendre fin le 4 octobre?», a demandé M. Mulcair.

M. Calandra a répondu en questionnant Mulcair au sujet de déclarations critiques d'Israël effectuées par quelqu'un affirmant être un collecteur de fonds du NPD.

«Monsieur le Président, il y a beaucoup de confusion concernant la position du NPD à l'égard d'Israël», a entamé M. Calandra.

M. Calandra a répondu à la question suivante de M. Mulcair, au sujet du nombre exact de Canadiens sur le terrain en Irak, en disant : «Qu'est-ce que le chef de l'Opposition ne comprend pas? Nos amis en Israël sont sur le front en train de combattre le terrorisme.»

Mulcair, visiblement frustré, a critiqué le président de la Chambre, Andrew Scheer, de ne pas forcer le gouvernement à répondre à la question.

Plus tard durant la semaine, M. Calandra a présenté ses excuses en Chambre pour avoir refusé de répondre aux questions sur l'Irak en attaquant le NPD sur Israël et CBC a rapporté le 26 septembre que la directive d'agir de la sorte serait venue du Cabinet du premier ministre.

Tandis que les libéraux et les conservateurs s'entendent sur un rôle limité du Canada en Irak, le NPD affirme que la mission est mal définie et il craint un engagement militaire grandissant.

Bien que des informations indiquent que Washington ne demande pas à Ottawa de prendre part aux combats, tout type d'implication en Irak est dangereux. Le premier ministre souhaite obtenir le soutien du NPD afin d'éviter de devoir épauler seul la responsabilité des coûts et des potentielles pertes humaines.

Même si un rôle de combat est improbable selon certains, M. Calandra estime que les Canadiens seraient en faveur.

«Je crois que les Canadiens sont 100 % d'accord que nous devons combattre ce groupe terroriste, que nous devons combattre le terrorisme. Je crois que les Canadiens soutiennent le gouvernement et soutiennent tous les parlementaires en faveur de la lutte contre l'ÉI», a déclaré M. Calandra.

Avec des informations de la Presse canadienne.

Accord commercial Canada-Chine : les firmes canadiennes seront-elles mieux protégées?

Matthew Little
Époque Times

OTTAWA – L'accord est conclu, mais qu'est-ce que ça signifie au juste?

À la mi-septembre, c'est sans fanfare que le Cabinet du premier ministre a ratifié l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) avec la Chine.

Il n'y a pas eu de conférence de presse, très peu de discussions et le ministre du Commerce international, Ed Fast, ne semblait pas intéressé à répondre aux questions des médias.

Il s'agit d'un des accords commerciaux les plus controversés jamais signés et il est accompagné d'une longue liste de questions sans réponses, par exemple «quel sera l'effet d'un accord d'investissement en Chine, où les lois qui ne sont pas couvertes par l'accord portent préjudice aux entreprises étrangères?».

Lois anticoncurrentielles

La Chambre de commerce américaine a publié un rapport trois jours avant que le gouvernement Harper annonce que l'APIE Canada-Chine avait finalement, après deux ans, été ratifié.

Le rapport trace un portrait sombre de la manière dont le régime chinois réglemente le contexte commercial. Selon les termes de l'APIE, ces lois sont des mesures préexistantes, alors peu importe combien elle cible injustement les entreprises canadiennes qui s'établissent en Chine, elles sont considérées légitimes.

Le rapport, *Competing Interests in China's Competition Law Enforcement* (Intérêts divergents dans l'application de la loi sur la concurrence en Chine), explique comment la loi antimonopole (LAM) chinoise et les organisations qui l'appliquent finissent par cibler les firmes étrangères pour faire profiter la politique industrielle de Pékin.

Le Canada et d'autres pays ont leurs propres lois antimonopole ou antitrust conçues pour empêcher que certaines entreprises deviennent si grandes qu'elles contrôlent tout un marché ou utilisent leurs poids pour punir les plus petits joueurs. Cependant, la version chinoise de la LAM comporte un accent socialiste qui la dénature complètement.

Selon le rapport de la Chambre de commerce, «la loi sur la concurrence est un outil des décideurs chinois pour modeler "l'économie socialiste de marché"».

La LAM chinoise contient des clauses qui consacrent des rôles spéciaux aux sociétés étatisées, comme la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), un des géants de l'industrie, qui domine d'importants secteurs en Chine.

La Chine recherche les investissements de firmes étrangères dans le pays, le rapport souligne la croissance constante des investissements directs étrangers en Chine.

«Cependant, une des motivations derrière la LAM était de réduire l'influence des firmes étrangères dans l'économie chinoise et de protéger les entités locales privilégiées de la concurrence qui pourrait représenter une menace à leur croissance», mentionne le rapport.

Transfert forcé de technologie

La Chambre de commerce américaine a sonné l'alarme à de nombreuses reprises au sujet des sombres conséquences des politiques d'innovation indigène chinoises. Cet ensemble de loi et de politiques industrielles comprend la LAM et vise à donner aux sociétés nationales, particulièrement les sociétés étatisées (qui appartiennent et sont contrôlées par le Parti communiste chinois), une position de force à l'égard des firmes étrangères.

En 2010, le responsable du dossier Chine à la Chambre et le coauteur du rapport, Jeremy Waterman, a expliqué à la Commission américaine sur le Commerce comment le régime chinois utilisait les politiques d'innovation indigène, y compris la LAM, pour forcer le transfert de technologie aux firmes chinoises.

Les lois antimonopole, entre autres, forcent les firmes étrangères à partager leur propriété intellectuelle sans recevoir de compensation appropriée et elles peuvent également les forcer à établir leurs prix de manière à favoriser les entreprises nationales.

«La Chine semble utiliser la LAM pour faire avancer des objectifs de politique industrielle, même aux dépens de la concurrence – soit l'objectif même que les lois antimonopole des autres pays visent à appliquer», conclut le rapport.

Le régime arnaque également les droits de propriété intellectuelle pour combiner les brevets ordinaires avec les brevets essentiels à une norme (*standard-essential patents – SEP*).

Les SEP concernent les brevets qui ont trait aux normes de l'industrie, par exemple la quantité de matériel exact à utiliser dans une turbine de propulseur d'avion. Normalement, les SEP sont acquis par une organisation responsable des normes afin que toutes les entreprises puissent respecter la norme sans que le détenteur du brevet fasse une fortune aux dépens des autres entreprises qui doivent utiliser le brevet.

Dans le cas de la Chine, le régime croit bon d'accorder le statut de SEP à certains brevets afin de donner à des firmes nationales comme Huawei un levier lorsqu'elles négocient pour utiliser les brevets de compagnies comme Motorola et Nokia.

En fin de compte, ces politiques aident grandement les firmes chinoises, alors qu'elles peuvent se développer rapidement sans avoir à investir dans des décennies de recherche et développement.

Ce fut le cas pour les compagnies ferroviaires, a indiqué M. Waterman en 2010.

«Le transfert de technologie des compagnies étrangères a permis aux compagnies chinoises de devenir des compétiteurs internationaux dans le domaine», a-t-il indiqué à la Commission américaine sur le Commerce.

Perdre ou gagner

Une tendance malsaine en Chine que l'APIE pourrait aider à corriger est l'absence d'application régulière de la loi qui empêche certaines compagnies d'obtenir les conseils juridiques appropriés lorsqu'elles sont examinées par le ministère du Commerce chinois. Le ministère contraint souvent les firmes étrangères à faire des concessions lors des révisions de fusionnement.

Même si l'APIE peut aider en de telles circonstances, il est improbable que les entreprises y aient recours.

L'avocat en droit commercial Todd Weiler, un avocat renommé qui représente les investisseurs devant les tribunaux des APIE, a indiqué à *Époque Times* que les recours dans ce domaine sont essentiellement des stratégies de sortie – une manière de récupérer un investissement alors que l'entreprise quitte la Chine.

Cela s'explique par une réalité que le rapport de la Chambre de commerce fait état.

«La crainte des représailles empêche les entreprises privées d'en appeler des décisions administratives», indique le rapport.

En d'autres mots, les entreprises pourraient contester les lois punitives et injustes, mais le prix qu'elles auraient à payer rendrait toute victoire vaine.

Le ministère du Commerce international reconnaît que sous l'APIE Canada-Chine, la loi antimonopole et d'autres lois et politiques semblables existantes ne seront pas affectées par l'accord.

«Toutefois, la Chine est obligée d'appliquer de telles mesures, y compris les lois antimonopole, équitablement envers les investisseurs canadiens et ceux d'autres pays», indique une déclaration du ministère.

Il ne s'agit pas des garanties que les détracteurs de l'accord aimeraient obtenir, mais c'est mieux que rien pour les investisseurs canadiens qui font face à la sombre réalité des abus du régime chinois.

Repenser la politique mondiale en matière de drogue

IRIN News

David Ryder/Getty Images

Des «poteux» font la queue pour entrer dans un magasin spécialisé en marijuana en juillet 2014 à Bellingham, dans l'État de Washington, où les citoyens ont voté pour la légalisation de la drogue.

NEW YORK – À quoi le monde ressemblerait-il si c'était les gouvernements plutôt que les organisations criminelles qui contrôlaient les marchés de la drogue et que l'usage de drogues était décriminalisé?

C'est la question que s'est posée la commission globale de politique en matière de drogues, dont les membres comprennent d'anciens présidents et autres personnalités de premier plan, dans un nouveau rapport publié à New York à la mi-septembre. La commission a tenté d'imaginer un paysage d'après-guerre contre la drogue, à une époque où la politique menée depuis 50 ans est largement considérée comme un échec et où les expériences innovantes se multiplient.

Pourtant, des pays comme la Russie, la Chine et de nombreux autres pays d'Asie, où la possession de drogue demeure un crime passible de la peine de mort, s'opposent à une réforme mondiale. Il est donc peu probable que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2016 sur les drogues assiste en deux ans à un changement majeur de politique.

La commission et d'autres groupes de pression font cependant tout pour y parvenir, car ils ont remarqué que le vent tournait rapidement. Des acteurs influents, comme les États-Unis et d'autres pays, dont la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Portugal, la Suisse et l'Uruguay, expérimentent de nouvelles politiques en la matière. Le fossé entre le cadre politique international et ce qui se passe réellement sur le terrain ne fait donc que se creuser.

«Ce que nous disons, c'est que la politique globale défendue par les Nations Unies ne reflète pas ce qui se passe dans d'autres parties du monde», a dit Fernando Henrique Cardoso, ancien président du Brésil et président de la commission.

Le rapport, intitulé *Prendre le contrôle : Sur la voie de politiques efficaces en matière de drogues*, n'y va pas par quatre chemins. Il fait le compte des victimes de ces 50 années de politiques inefficaces, qui ont mis en péril la santé publique et la sécurité, alimenté le crime organisé et menacé le développement et les droits de l'homme tout en gaspillant des milliards de dollars.

Le rapport trace la voie à suivre en faisant plusieurs propositions clés, dont l'idée fondamentale est de considérer les politiques relatives à la drogue dans une optique de santé, plutôt que de prévention du crime. «Réglementer les drogues est un impératif de santé publique, non pas parce qu'elles sont sans danger, mais parce qu'elles sont dangereuses et qu'elles présentent des risques graves», a dit Cesar Gaviria, ancien président colombien et membre de la commission.

Les victimes de la guerre contre la drogue

Selon les estimations de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), le nombre d'usagers de drogues dans le monde est passé de 203 millions en 2008 à 243 millions en 2012. La production illicite d'opium dans le monde a quant à elle été multipliée par quatre depuis 1980.

La prolifération de nouvelles substances psychoactives (NSP) continue de contrarier les efforts visant à les interdire. De nouvelles formules sont en effet constamment créées, défiant toute classification. En 2013, selon la commission, «le nombre de ces substances dépassait celui des drogues interdites en vertu du cadre international de contrôle des drogues».

La production illicite de drogues, qui implique souvent leur dilution avec des produits chimiques, continue de faire de nombreux morts. En Russie, un tiers des usagers de drogues, qui n'ont pas accès à des programmes d'échange d'aiguilles et de seringues, sont infectés par le VIH. À cause de la restriction des opiacés aux fins d'atténuation de la douleur, 5,5 milliards de personnes ont un accès gravement limité – ou n'ont aucun accès – aux médicaments dont elles ont besoin.

Les statistiques présentées par le rapport concernant le nombre de victimes de la guerre contre la drogue sont alarmantes. Bien que le droit international interdise la peine de mort pour les infractions liées à la drogue, «plus de 1000 personnes sont exécutées chaque année» au motif de telles infractions et quelque 235 000 personnes sont internées dans des centres de détention obligatoire pour toxicomanes en Chine et en Asie du Sud-Est. Dans le monde, «plus de femmes sont emprisonnées pour des infractions liées à la drogue que pour tout autre crime». Elles représentent jusqu'à deux tiers de la population carcérale féminine dans plusieurs pays d'Amérique latine.

La criminalisation du trafic de la drogue s'est traduite par une croissance des profits pour les trafiquants. «La taille du marché mondial de gros des drogues dépasserait l'estimation équivalente pour les céréales, le vin, la bière, le café et le tabac combinés» – soit 332 milliards de dollars pour la vente au détail, selon l'UNODC. Dans certains cas, des groupes paramilitaires se sont fait une place dans ce marché lucratif, selon le rapport qui fait état de 500 millions de dollars rapportés par an par l'opium à des groupes armés à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. «Il est largement admis que la corruption, la violence et l'instabilité engendrées par les marchés non réglementés de la drogue constituent une menace pour la sécurité et le développement.» Le rapport compte d'ailleurs 100 000 morts liées au commerce illégal de la drogue au Mexique depuis la guerre contre le trafic déclarée en 2006.

De nouveaux modèles de réglementation

Il est facile de dresser la liste des nombreux échecs. Il est plus délicat de trouver un équilibre entre ce que la commission décrit comme un «marché criminel non réglementé» et un «marché légal non réglementé». Comme le remarque le rapport, «[il] n'existe pas de réponse facile».

En défendant vigoureusement une approche axée sur la santé, la commission critique l'UNODC pour ne pas appeler à une révision de la politique alors qu'il reconnaît les «conséquences non recherchées», selon ses termes, du système mondial de contrôle des drogues, notamment la croissance du marché noir criminel, le détournement de budgets limités de santé publique vers la répression, l'effet ballon qui déplace le trafic de drogue vers une autre région et la stigmatisation des usagers de drogue.

«L'UNODC devrait être appelé Office des Nations Unies contre la drogue et la santé, pas contre la drogue et le crime», a ironisé Louise Arbour, ancienne haute-commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et membre de la commission. De meilleurs modèles de politique en matière de drogue ont vu le jour dans d'autres instances des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), avec sa politique mondiale relative au tabac et à l'alcool, qui «donne un exemple de la manière dont l'évaluation des politiques en matière de drogues pourrait être améliorée», selon la commission, qui ajoute que l'OMS devrait ouvrir la voie de la mise en œuvre d'un cadre réglementaire pour d'autres drogues.

Le rapport souligne que la légalisation n'est pas forcément synonyme de marché libre ou d'accès libre. «La réglementation est une prise de contrôle, de manière à ce que les gouvernements, et non les criminels, prennent les décisions relatives à la disponibilité ou l'absence des différentes substances dans différents environnements.» Chercher de nouveaux modèles réglementaires ne signifie pas que toutes les drogues devraient être accessibles légalement ni qu'elles devraient être régies par les mêmes restrictions, tout comme la législation concernant la bière n'est pas la même que pour les spiritueux. La prohibition des drogues les plus dangereuses, comme le crack (cocaïne épurée) ou le krokodil (opioïde injectable «fait maison»), devrait être maintenue, recommande le rapport.

Selon la commission, des leçons importantes doivent être tirées des expériences en matière de réglementation de l'alcool et du tabac. L'une des principales difficultés sera de «prévenir la commercialisation effrénée et limiter les mises en marché qui incitent à consommer une drogue pour la première fois ou à augmenter la consommation à des fins de profit». Même si la réglementation des marchés de la drogue conduit à une augmentation de l'usage, la montagne de problèmes sociaux et sanitaires associés demeure susceptible de décroître, estime la commission.

Le rapport note cependant que de nombreux pays en développement éprouvent des difficultés à réglementer les secteurs de l'alcool, du tabac et des produits pharmaceutiques et rencontreront vraisemblablement les mêmes problèmes pour appliquer de nouvelles réglementations en matière de drogue.

Expériences

La politique antidrogue actuelle ne permet pas aux pays d'expérimenter la légalisation. C'est pourtant ce qui se produit déjà dans de nombreux pays concernant le cannabis et, dans le cas de la Nouvelle-Zélande, les NSP. Ce pays autorise en effet la production et la vente strictement réglementée de NSP peu dangereuses, laissant aux fabricants la responsabilité d'en déterminer les risques. Le gouvernement néozélandais a dit avoir pris cette mesure «car la situation actuelle est intenable; la législation est inadaptée face à la prolifération rapide des substances synthétiques psychoactives, qui peuvent être "trafiquées" pour avoir toujours une longueur d'avance sur les contrôles».

Selon la commission, alors que de plus en plus de pays commencent à expérimenter de nouvelles réglementations en matière de drogue, le système actuel risque de devenir encore plus «inefficace et redondant».

Richard Branson, milliardaire britannique et membre de la commission, a dit en plaisantant qu'il aurait sérieusement besoin d'un traitement psychiatrique s'il continuait à affirmer qu'une affaire allait s'améliorer alors qu'elle est en échec depuis 50 ans. Il a appelé tous les pays à suivre la voie des «exemples brillants» de politique de décriminalisation menés en Suisse et au Portugal, entre autres.

Mme Arbour a ajouté qu'il était important que d'autres pays «prennent le risque de faire des expériences, pour que nous sachions ce qui marche ou non» et ce qui réduit ou augmente la consommation de drogue. «Nous ne nous faisons pas d'illusions quant à un revirement total du système actuel, mais nous avons observé une mobilisation de la population et un virage vers des politiques basées sur les faits plutôt que sur l'idéologie. Tout semble aller dans la bonne direction.»

Source : www.irinnews.org

International

Frederic J. Brown/AFP/Getty Images

Ilham Tohti, professeur d'université en Chine et intellectuel ouïghour, a été condamné à la prison à perpétuité le 23 septembre 2014.

Chine : un intellectuel ouïgour condamné à la prison à perpétuité pour « séparatisme »

Lu Chen
Époque Times

La peine a choqué les observateurs et a fait tituber sa famille : Ilham Tohti, intellectuel ouïgour modéré et professeur d'économie, a été condamné le 23 septembre à la prison à vie par le tribunal populaire intermédiaire d'Urumqi, capitale de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang, pour «séparatisme». Les économies de sa famille ont également été confisquées.

Ilham Tohti enseignait à l'Université Minzu de Chine à Pékin. Il était considéré comme une voix dissidente, bien que modérée, envers les politiques ethniques du Parti communiste chinois (PCC) au Xinjiang, territoire des Ouïgours musulmans turcophones.

Il s'est opposé à ce que le Xinjiang devienne un État indépendant – comme l'entendent les accusations de séparatisme – et s'est exprimé dans ses écrits sur les besoins d'un dialogue plus ouvert sur les causes de la méfiance et des tensions entre Chinois han, l'ethnie dominante, et les Ouïgours.

M. Tohti a administré un site web, écrit des essais et offert de nombreux entretiens aux médias occidentaux au cours desquels il a discuté et critiqué les politiques officielles chinoises. C'est pour cela qu'il a été harcelé et suivi pendant un certain nombre d'années – et aujourd'hui, après avoir été ramené au Xinjiang par les autorités de la sécurité locale, il a été condamné à la prison à vie.

Cette punition extrême sera probablement perçue par les Ouïgours comme la prolongation logique de la politique sur les minorités ethniques qu'il critiquait.

Au cours de la dernière année, les médias officiels au Xinjiang ont battu le tambour annonçant des pressions croissantes sur les coutumes et le mode de vie des Ouïgours, en essayant par exemple d'empêcher la célébration du ramadan, de restreindre le port de la robe musulmane ou de la barbe ou encore d'interdire les écoles religieuses. La présence des forces de sécurité a également été grandement augmentée, avec la tenue de rassemblements pour dénoncer à la manière communiste des gens condamnés et un nombre d'exécutions à la suite de condamnations pour terrorisme.

Plus de Chinois han sont envoyés dans la région et certains responsables ont promis des récompenses pour les mariages entre Han et Ouïgours, ce qui ressemble à une tentative de politique explicitement assimilationniste. Le professeur émérite Bruce Jacobs de l'Université Monash en Australie a qualifié le pouvoir chinois au Xinjiang, de toute évidence, «colonialiste».

Le Congrès mondial ouïgour, basé en Belgique, a dit «condamner dans les termes les plus forts possible» la condamnation de M. Tohti. «Un tel résultat est complètement inacceptable et illustre le manque évident d'humanité ou de respect envers les droits fondamentaux de la part des responsables chinois», précisait la déclaration.

Le crime

La loi sur le séparatisme de la République populaire de Chine décrit ce crime comme s'opposant à la «dictature démocratique populaire et au système socialiste».

Selon cette loi, les gestes qui constituent le séparatisme comprennent l'«incitation à la disharmonie ethnique», la «provocation de chaos ethnique» et le «sabotage de l'unité ethnique et nationale». Ces activités spécifiques qui outrepassent la loi sont déterminées par les tribunaux, qui sont eux-mêmes contrôlés par les autorités du Parti communiste.

Nicholas Bequelin, un chercheur du programme Asie chez Human Rights Watch, a écrit sur Twitter : «Dans des procès tels que celui de M. Tohti, la question pour la cour est de savoir si l'accusé a critiqué ou non les politiques sur les minorités du Parti. Rien d'autre.»

Un auteur modéré

L'examen des écrits d'Ilham Tohti révèle un personnage différent de celui décrit par la propagande officielle. Dans un article intitulé *Mon rêve et la carrière que j'ai choisie*, publié sur le site étranger Democratic China, il décrit ce qui l'a conduit à étudier les tensions ethniques entre Chinois han et ouïgours.

«Après avoir voyagé en Asie centrale, en Russie, en Asie du Sud et dans d'autres régions, j'ai vu beaucoup de cas de meurtres de vengeance en raison des conflits ethniques, de l'instabilité politique et des échecs en changement social. Cela m'a éveillé au souhait d'éviter qu'une telle tragédie se passe en Chine. Cela m'a progressivement amené à diriger tous mes efforts vers la recherche et l'étude de la problématique du Xinjiang et de l'Asie centrale.»

Une autre ligne dit : «Je crains, pour ma ville natale, que mon pays sombre dans l'agitation et ne se brise.»

Selon lui, les sensibilités politiques autour des questions ethniques en Chine ont exacerbé le problème.

«Il n'y a même plus de simple discussion publique sur le sujet entre intellectuels ouïgours et han. Cela est extrêmement anormal, c'est une situation inquiétante.»

Ilham Tohti a mis en ligne le site web Uighurbiz «pour permettre aux Ouïgours et aux Han de communiquer sur une même plateforme», précise l'article.

Il conclut : «Bien sûr, il y a de fortes disputes dans les discussions, mais je pense que la controverse n'est pas si effrayante. C'est la suspicion et la haine créées dans le silence qui sont effrayantes.»

Quelle communication pour les groupes djihadistes?

François-Bernard Huyghe
Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques
Affaires-stratégiques.info

Alors que les nouvelles technologies n'ont de cesse de se développer, en quoi les habitudes des groupes djihadistes en matière de communication ont-elles évolué? Quels usages font-ils des réseaux sociaux?

Ces habitudes ont évidemment évolué. Les groupes djihadistes ont très tôt compris l'intérêt d'Internet et des réseaux sociaux et ont ainsi développé de bonne heure une stratégie de production de vidéos. Aujourd'hui, ils utilisent avant tout les nouvelles technologies pour communiquer entre eux. Les groupes affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou ceux de l'État islamique, par exemple, semblent utiliser la tactique du *swarming* ou «tactique de l'essaim», choisissant de se diviser en petits groupes autonomes et dispersés afin de ne pas être la cible de bombardements ou d'attaques frontales.

Or, une telle stratégie n'est possible que si les groupes ont développé une forte coordination basée sur une bonne communication, utilisant pour cela des services de messagerie instantanée. Les groupes djihadistes ont acquis une certaine résilience grâce à l'expérience. Ils ont ainsi appris que les interceptions électroniques de la NSA ou des autres services de renseignement ne permettent pas de les situer immédiatement, ce qui leur accorde une certaine marge de latitude.

Tous les groupes djihadistes sont aujourd'hui présents sur Internet et les réseaux sociaux, que ce soit pour envoyer des messages à l'adversaire – comme les vidéos de décapitations de leurs otages – célébrer leurs «exploits », attirer l'attention des médias internationaux, recruter de nouveaux membres ou stimuler leurs partisans actuels. En conclusion, il est aujourd'hui possible d'être resté dans sa tête au XIII*e* siècle – date la prise du califat de Bagdad par les Mongols – et utiliser parfaitement un téléphone intelligent ou les réseaux sociaux.

Entre Al-Qaïda et l'État islamique, quel est le meilleur communicateur?

L'État islamique est incontestablement en train de gagner des points et des partisans. L'étiquette Al-Qaïda ne semble plus vouloir dire grand-chose actuellement et il n'est pas certain qu'Ayman al-Zawahiri dirige encore grand-chose. Les deux groupes ont cependant recours aux mêmes techniques. En son temps, Al-Qaïda disposait de sa propre société de production de films de propagande (Al-Sahab), qui produisait des vidéos djihadistes faites de prêches, de présentation d'entraînements de moudjahidines, d'exécutions d'otages, d'appels au djihad. Aujourd'hui, tous les groupes djihadistes se sont calqués sur ce modèle.

L'État islamique est apparemment capable de produire des vidéos de manière assez «professionnelle» pour présenter les atrocités commises par ses membres. Il semblerait même que les séquences de massacre soient retravaillées pour accentuer leur caractère macabre : la couleur du sang est modifiée pour apparaître comme plus vermillon, la poussière est effacée pour que l'on distingue mieux les cadavres. On peut donc accorder un point d'avance à l'ÉI sur le terrain de la communication même si les deux entités djihadistes disposent des mêmes outils et de la même rhétorique. Finalement, la meilleure communication de l'ÉI s'explique surtout par sa montée en puissance aux dépens d'Al-Qaïda et non par une révolution de ses méthodes de communication.

Est-il possible de remporter la guerre numérique et médiatique contre ces groupes?

Il est certain qu'une victoire sur ces groupes sera difficile. Différentes stratégies de lutte peuvent cependant être développées. La première d'entre elles est la censure pure et simple : on fait supprimer leurs sites par les fournisseurs d'accès, on bloque leurs comptes Facebook ou Twitter pour les empêcher de s'exprimer. Cette stratégie n'est cependant pas efficace, car elle est facilement contournée par les éléments djihadistes (création quasi immédiate de nouveaux comptes Twitter, etc.).

La seconde stratégie vise à les contrer sur leur propre terrain en menant des opérations de contre-propagande en leur répondant sur les réseaux sociaux avec des arguments, des vidéos et des images. C'est le choix de l'armée israélienne, par exemple, avec les mouvements armés palestiniens : Tsahal défie fréquemment le Hamas dans des duels enflammés sur Twitter ou les réseaux sociaux durant lesquels ils s'injurient mutuellement, se défient et renvoient les internautes vers des vidéos de propagande.

Enfin, la dernière méthode consiste à les infiltrer ou à les pirater par l'emploi de virus informatiques pour infiltrer leurs réseaux et ainsi détruire leurs capacités de communication. Ce dernier type d'opération étant par nature secret, il est difficile d'apporter les preuves de son recours par les États.

Capture d'écran

Capture d'écran d'une vidéo de propagande de la branche médiatique du groupe terroriste État islamique, Al-Hayat Media Center, où des militants offrent des bonbons à des enfants.

Extrait des Neuf commentaires

Depuis la publication des *Neuf commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par le *Dajiyuan* (édition chinoise d'*Époque Times*), plus de **178 700 000** personnes ont démissionné du Parti communiste chinois (PCC) et de ses organisations. Nous republions donc ces commentaires ayant déjà une portée historique. Leur intégralité est disponible sur le site [www.epoquetimes.com].

Neuvième commentaire

LA NATURE SANS SCRUPULES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

VI. LE PCC MANIFESTE SA MALVEILLANCE EN RECOURANT À LA TERREUR D'ÉTAT POUR S'EN PRENDRE AUX PRINCIPES D'«AUTHENTICITÉ, BIENVEILLANCE, TOLÉRANCE»

«L'immolation de la place Tiananmen» mise en scène par le PCC peut être considérée comme le mensonge du siècle. Dans le but d'éliminer le Falun Gong, le gouvernement s'est montré pervers au point de convaincre cinq personnes de faire semblant d'être des pratiquants de Falun Gong et d'orchestrer leur immolation sur la place Tiananmen. En s'associant à l'escroquerie, ces cinq personnes venaient sans le savoir de signer leur propre arrêt de mort, certaines ont été battues à mort sur le devant de la scène, les autres tuées par la suite. Le ralenti de la vidéo de l'immolation diffusée par la China Central Television (CCTV) montre, sans qu'il y ait de doute possible, que Liu Chunling, l'une des cinq personnes à s'immoler, est morte sur place frappée par un officier de police. D'autres incohérences apparaissent dans les différentes prises de vue, comme la position assise de Wang Jingdong, la bouteille de plastique (supposée être remplie d'essence) restée intacte entre ses jambes une fois le feu éteint, la conversation entre le docteur et Liu Siying, la plus jeune des victimes, et la présence du cameraman, prêt à filmer avant que la scène ne commence. Suffisamment de preuves montrent que cette immolation était une mise en scène criminelle conçue par l'inique régime de Jiang Zemin pour piéger le Falun Gong[1].

Le PCC a recouru à des méthodes indescriptiblement cruelles pour tenter d'éradiquer le Falun Gong. Il a détourné des ressources financières de la nation accumulées durant les 20 dernières années de réformes économiques et d'ouverture. Il a mobilisé le Parti, le gouvernement, les militaires, la police, les espions, les diplomates étrangers et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il a manipulé le système de couverture médiatique, instaurant un blocus total de l'information avec des surveillances individuelles et au moyen de hautes technologies. Et ceci dans un seul but : persécuter un groupe de gens pacifiques qui croient au Falun Gong, une pratique chinoise traditionnelle de *qigong* pour le corps et l'esprit, en accord avec les principes d'«Authenticité, Bienveillance, Tolérance». Une persécution aussi brutale contre des gens innocents, pour leurs croyances, révèle la nature dégénérée du PCC.

1. Pour une analyse détaillée de la vidéo de l'immolation, voir le site Internet suivant : www.clearharmony.net/articles/200109/1165.html.

Ebola et la « tempête parfaite »

IRIN News

« Il faut inciter toutes les personnes qui présentent des symptômes à se manifester, procéder rapidement à des tests de dépistage et renvoyer chez elles celles qui n'ont pas Ebola. Cela peut sembler très facile, mais il est en réalité très difficile de faire les choses correctement. »

Pascal Guyot/AFP/Getty Images

Une peinture murale à Monrovia, Liberia, sensibilise la population aux voies de transmission du virus Ebola.

LONDRES – Les nouveaux chiffres de l'équipe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) chargée de la réponse Ebola donnent à réfléchir. Si le nombre de cas continue d'augmenter au rythme actuel dans les trois pays les plus durement touchés, plus de 20 000 personnes auront été infectées en Afrique de l'Ouest d'ici début novembre. Et alors que certains affirmaient qu'il s'agissait possiblement d'une souche moins mortelle du virus – près de la moitié des personnes infectées ayant survécu – les nouveaux chiffres font état d'un taux de létalité beaucoup plus élevé, avoisinant les 70 %.

Les auteurs attribuent ces changements à l'accès à de meilleures données et au fait que les cas inclus sont des cas dont ils sont absolument certains – des cas dont le diagnostic est clair et pour lesquels ils connaissent l'issue, c'est-à-dire si le patient a survécu ou s'il est décédé. Contrairement aux estimations précédentes, ces chiffres sont semblables dans l'ensemble des trois pays où l'épidémie est la plus grave – la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. Pour les patients hospitalisés, les taux de létalité sont un peu plus faibles et oscillent entre un peu plus de 61 % en Sierra Leone et 67 % au Liberia. On peut en conclure que l'hospitalisation fait une différence, mais peut-être pas autant qu'on l'aurait espéré.

Les taux de transmission varient cependant beaucoup d'un pays à l'autre. Dans les premiers jours de l'épidémie, la maladie se propageait particulièrement rapidement en Sierra Leone, chaque cas infectant 2,02 autres personnes. Ce taux a été considérablement réduit et est maintenant de 1,38. Le Liberia a lui aussi réussi à réduire un peu son taux de transmission, contrairement à la Guinée, où il a augmenté. En Guinée, le nombre de personnes infectées double tous les 16 jours, alors qu'il double tous les 24 jours au Liberia et tous les 30 jours en Sierra Leone.

Peter Piot et David Heymann, les deux hommes qui ont identifié pour la première fois le virus Ebola en 1976, dans ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo (RDC), faisaient partie du groupe d'experts qui se sont réunis au Wellcome Trust à Londres cette semaine pour parler de l'épidémie actuelle.

Selon M. Piot, le directeur de l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres (London School of Hygiene and Tropical Medicine), l'ampleur de cette épidémie n'a rien à voir avec celle des épidémies précédentes. «Cela s'explique par ce que j'appelle une "tempête parfaite", c'est-à-dire une combinaison de facteurs, notamment plusieurs décennies de guerre civile, plusieurs années d'une dictature corrompue entraînant une perte de confiance envers les autorités, des systèmes de santé dysfonctionnels, des croyances traditionnelles fortement ancrées en ce qui concerne la cause de la maladie et, le plus important à mon avis, la lenteur de la réponse. Trois mois se sont en effet écoulés entre le premier cas et l'identification du virus Ebola. Il a fallu attendre encore cinq mois et 1000 décès avant que l'OMS ne qualifie l'épidémie d'urgence de santé publique.»

Son collègue, David Heymann, professeur d'épidémiologie des maladies infectieuses à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, a ajouté que les 25 épidémies survenues par le passé avaient été endiguées alors qu'elles sévissaient toujours dans les zones rurales.

«Les communautés sont mieux organisées; on y parle une même langue, il y a des anciens, des chefs de village qui contribuent à maintenir l'ordre. Il est dès lors beaucoup plus facile et plus efficace d'endiguer une épidémie dans une zone rurale. Kikwit, le foyer de l'épidémie importante qui a sévi en RDC en 1995, n'était qu'à cinq heures de route de la capitale. En stoppant une épidémie alors qu'elle sévit encore dans les zones rurales, on s'évite les problèmes complexes de la ville, où il y a une rupture dans la gouvernance traditionnelle et toutes sortes d'obstacles liés à la présence de cultures et de langues différentes.»

Les participants à la réunion de Londres ont tous insisté sur la nécessité de mettre en place des mesures classiques de santé publique – recherche des sujets contacts, quarantaine, éducation en matière de santé – pour surveiller la propagation de la maladie. M. Heymann a dit qu'il appartenait aux gouvernements africains de trouver des moyens novateurs pour retracer les sujets contacts. Ils sont en effet les mieux placés pour savoir quelle est la meilleure manière d'atteindre leur population. M. Heymann a ajouté, en faisant référence au récent confinement général de trois jours en Sierra Leone : «Ils ont réussi à communiquer à plus de 70 % des ménages du pays comment protéger les communautés de l'épidémie. Et cela semble s'être fait sans qu'il y ait de violence. Je pense que cela allait à l'encontre de la plupart des recommandations que le gouvernement avait reçues de la part de la communauté internationale, mais c'était peut-être, en fin de compte, ce qu'il croyait devoir faire, et c'est peut-être l'innovation qui fera la différence.»

Chris Whitty, conseiller scientifique en chef du Département britannique pour le développement international (DFID), a dit que la recherche de sujets contacts s'était résumée, jusqu'à présent, à la recherche active de cas. «Ce que nous devons faire maintenant, c'est passer à une approche plus passive de l'identification des cas dans laquelle nous inciterons les personnes qui présentent des symptômes à se manifester beaucoup plus tôt. Il est évident qu'il faut, pour que cela fonctionne, que ces personnes aient une possibilité réelle d'être mieux soignées que si elles restaient chez elles. Il est important de prévoir d'autres incitations, mais il ne faut pas non plus qu'il y en ait trop, sans quoi nous nous retrouverons avec des foules devant les centres, ce qui risquerait de favoriser la propagation de la maladie. Il faut inciter toutes les personnes qui présentent des symptômes à se manifester, procéder rapidement à des tests de dépistage et renvoyer chez elles celles qui n'ont pas Ebola. Cela peut sembler très facile, mais il est en réalité très difficile de faire les choses correctement.»

Des travailleurs de la santé continuent de contracter le virus

Il faut aussi réussir à soigner en toute sécurité les personnes atteintes d'Ebola. Il arrive encore que des travailleurs de la santé soient contaminés par le virus, y compris parmi les travailleurs internationaux ayant été formés dans les meilleurs établissements. Selon Jeremy Farrar, directeur du Wellcome Trust, même les meilleurs systèmes ne sont pas parfaits. «Il fait extrêmement chaud. Il est très difficile de travailler pendant des heures dans ces combinaisons. Les travailleurs de la santé ont peur. Ils ont probablement une famille qui les attend à la maison. Ils ont aussi peur que n'importe qui. Il est très difficile de respecter toutes les précautions. Rappelez-vous que ce que vous voyez dans les journaux et à la télévision, ce sont les cliniques les plus "aseptisées". Si vous allez dans d'autres cliniques rurales d'Afrique de l'Ouest, il se peut très bien qu'il n'y ait pas d'équipements de protection individuels; il se peut même qu'il n'y ait pas suffisamment de gants pour tout le monde.»

«Le moment critique, c'est lorsque vous enlevez la combinaison, avec la sueur et tout», a ajouté M. Piot. «Pourtant, la plupart des personnes infectées ne l'ont pas été dans les établissements qui s'occupent des patients atteints d'Ebola. Nombre d'entre elles ont été contaminées alors qu'elles aidaient des femmes à accoucher ou dans d'autres situations du genre et dans les services de santé réguliers où il n'y a pas de gants de protection. Les règles de MSF sont très sévères : vous pouvez travailler pendant quatre à six semaines seulement et on vous renvoie chez vous au moindre signe de fatigue ou de détresse, car une toute petite erreur peut être fatale. Il est cependant impossible d'appliquer ces règles à l'échelle d'un pays.»

Le défi actuel est de s'assurer que le personnel de santé se sent adéquatement soutenu et de persuader ceux qui ont quitté leur poste de retourner au travail. Le Royaume-Uni a demandé à des volontaires de son propre système de santé de se rendre en Sierra Leone. Douze lits seront réservés aux travailleurs de la santé infectés dans le centre qui sera prochainement construit près de Freetown par l'armée britannique et opéré par Save the Children. Sally Davies, conseillère principale du gouvernement britannique en matière de santé publique, a dit : «L'Afrique de l'Ouest a besoin de certains experts, mais elle n'a probablement pas besoin de beaucoup plus de médecins et d'infirmières. Elle doit surtout réussir à persuader ses propres travailleurs de la santé qu'ils sont en sécurité et qu'ils toucheront un salaire pour qu'ils regagnent leurs postes.»

Ebola moins contagieux que la rougeole

La bonne nouvelle, c'est qu'Ebola est moins contagieux que la rougeole, par exemple, car chaque patient en infecte seulement un ou deux autres. Le rapport de l'OMS souligne qu'il faut réduire d'un peu plus de la moitié le taux de transmission pour réussir à contrôler l'épidémie et finalement éliminer le virus chez l'homme. S'il existait un vaccin contre Ebola, cet objectif pourrait être atteint en mettant en place une couverture vaccinale supérieure à 50 %.

Des travaux sont d'ailleurs en cours pour développer un tel vaccin. Il existe un vaccin expérimental, mais les études d'innocuité à petite échelle sur l'homme ont commencé récemment aux États-Unis et à l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni. Il ne sera pas prêt de sitôt, même si tous les essais sont concluants et que des mesures sont prises pour accélérer sa production. Lors de la réunion organisée à Londres, M. Farrar a dit : «Soyons clairs sur une chose : les recherches actuelles n'auront aucun effet sur la situation dans les mois à venir. Mais si l'épidémie se poursuit en 2015, ce qui risque fort d'arriver, et s'il y a d'autres épidémies, ce qui est inévitable en raison de l'existence d'un réservoir animal, alors cette épidémie d'Ebola sera la dernière que nous devrons endiguer sans disposer de vaccins et de médicaments pour traiter et prévenir l'infection.»

L'épidémie actuelle offre au moins l'occasion de tester de nouveaux traitements. Des efforts sont actuellement déployés en Afrique de l'Ouest pour identifier des sites appropriés pour la tenue d'essais cliniques et recueillir des données de base sur la progression normale de la maladie afin de permettre une évaluation. M. Farrar a ajouté qu'il fallait également déterminer les options à tester.

«Comme vous pouvez vous imaginer, l'OMS et nous tous avons reçu de nombreuses suggestions de traitement, des bains de sel à la chloroquine, et les suspects habituels, les stéroïdes et les statines, ont été évoqués. Ce qui importe, pour l'heure, c'est de faire preuve de bon sens et d'examiner ce qui a été proposé afin que les meilleures interventions puissent être testées précocement, que celles qui fonctionnent puissent être appliquées à grande échelle aussi rapidement que possible et – ce qui est très, très important – que celles qui ne fonctionnent pas ou qui sont dommageables puissent être cessées.»

Soigner Ebola avec le plasma sanguin

Un comité a été créé par l'OMS pour étudier les différentes options. L'une des pistes de recherche les plus prometteuses pourrait concerner non pas un médicament, mais le sang des convalescents, qui auraient développé des anticorps contre le virus. L'infirmière britannique qui s'est rétablie après avoir été transférée par avion à Londres pour y être soignée fait partie de ceux qui se sont portés volontaires pour donner du sang afin d'en tirer un plasma qui pourrait permettre d'aider d'autres personnes et qui a donc une certaine valeur. Mme Davies a admis : «Nous cherchons tous à trouver un patient convalescent pour voir si cela fonctionne.»

Mme Davies, hématologue de formation, a cependant précisé : «La plasmaphérèse [prélèvement du plasma sanguin] est une opération complexe. Les donneurs doivent être en santé, l'opération nécessite pas mal de matériel, la présence d'infirmières spécialistes et l'utilisation d'une technique aseptique. Son application dans les pays affectés serait problématique.» D'autres participants ont souligné que ce genre de traitement fonctionne pour certaines maladies, mais pas pour d'autres, et qu'il peut parfois empirer les choses.

MM. Heymann et Piot, qui ont utilisé cette technique au Zaïre en 1976, ont rapidement réagi à ces interventions. «La plasmaphérèse est possible dans un contexte rural», a dit M. Heymann. «Je suis resté là-bas pendant deux mois et demi après la fin de l'épidémie et j'ai prélevé chaque semaine le sang de 13 survivants. Je gardais le plasma et je leur réinjectais leurs globules rouges... Ce sérum a été utilisé pour la première fois au Royaume-Uni lorsqu'un assistant de laboratoire qui travaillait sur Ebola a été contaminé par le virus. À Kikwit [dans le sud-ouest de la RDC], par exemple, ils ont utilisé le sang total. Cela a été fait de manière ponctuelle; il n'y a pas eu d'essais cliniques. La seule chose que ces expériences n'ont pas démontrée, c'est que c'est dangereux. À Kikwit, des patients ont reçu du sang total de survivants d'Ebola. Ils ne sont pas morts et le technicien en laboratoire n'est pas mort non plus. Le problème, c'est que les essais cliniques n'ont pas encore été faits et qu'ils doivent être faits.»

Le virus pourrait muter

Une autre série de statistiques tirée du nouveau rapport de l'OMS permet de faire la lumière sur un autre point : la nature de ce virus en particulier. À tous les égards – les personnes infectées, les temps d'incubation, les symptômes, le taux de létalité – le virus qui a provoqué cette épidémie semble identique à des souches «Zaïre» rencontrées lors d'épidémies précédentes de la maladie.

Évidemment, le virus peut encore muter. «Certains signes laissent penser que le virus est en train de s'adapter», a dit Ben Neuman, virologue à l'Université de Reading. «En gros, plus il reste longtemps chez l'homme, plus il devient étrange. Il n'y a cependant aucune preuve que cette évolution est maléfique, qu'elle rend nécessairement le virus pire qu'il ne l'est. Dans les épidémies précédentes, notamment l'épidémie de H1N1, en 2009, le virus s'est plutôt adouci avec le temps en s'adaptant au corps humain, et c'est peut-être ce qui se produit dans ce cas aussi.»

Tous les experts se sont cependant entendus sur le fait que les hypothèses concernant le changement de mode de transmission du virus – qui deviendrait transmissible par l'air – étaient irresponsables et extrêmement improbables. M. Piot a fait une analogie avec le VIH. «Le VIH est transmis sexuellement chez les chimpanzés. Il n'est jamais devenu transmissible par l'air même s'il a contaminé des dizaines de millions de personnes. Ce serait un bond énorme et soudain dans l'architecture du virus. La véritable question qu'il faut se poser, à mon avis, c'est : deviendra-t-il endémique ou non? En d'autres mots, continuera-t-il d'être transmis à faible niveau, contrairement à ce qui s'est produit lors des épidémies passées, où il a simplement disparu chez l'homme? Cela, nous l'ignorons.»

Source : www.irinnews.org

Une exposition qui émeut

L'Art de Zhen Shan Ren présente des oeuvres accessibles qui inspirent par leurs qualités artistiques et leur message spirituel et humain

Nathalie Dieul
Époque Times

C'est aux Ateliers Lozeau qu'a eu lieu le vernissage de l'exposition internationale *L'Art de Zhen Shan Ren* ce samedi 27 septembre, présentée dans le cadre des Journées de la culture. Avec plus de 900 présentations de par le monde depuis 2004, cette exposition créée par un collectif d'artistes, tous des pratiquants de Falun Gong (aussi appelé Falun Dafa), qui ont à cœur de dénoncer la persécution qu'ils ont eux-mêmes connue en Chine et que d'autres pratiquants continuent à vivre au quotidien.

L'Art de Zhen Shan Ren présente une quarantaine de toiles réparties en sept thèmes principaux, par exemple la joie de la cultivation, la résistance non violente, la rétribution karmique, ou encore la grâce infinie de Bouddha. Il est encore possible de visiter l'exposition pendant deux journées, les 29 et 30 septembre 2014.

L'Art de Zhen Shan Ren
Lundi 29 et mardi 30 septembre, de 9 h à 20 h

Lieu : Les Ateliers Lozeau
6229, rue Saint-Hubert, 2e étage (accessible par ascenseur), Montréal
Métro Beaubien

Pour plus d'information, téléphonez au : 514 802-6328

Diane Du Sablon, adjointe spéciale du député Irwin Cotler, a prononcé un discours au nom du député de Mont-Royal. En entrevue après le vernissage, Mme Du Sablon a déclaré : «M. Cotler a œuvré toute sa vie pour la justice internationale, les droits de la personne. Il a été élu au Parlement en 1999 [...] dans le but de poursuivre cette mission au Parlement, cette vocation qu'il a de travailler pour les droits de la personne. Finalement, ça va faire 15 ans qu'il est là. [...] M. Kunlun Zhang a été le premier pratiquant de Falun Gong que M. Cotler a représenté alors qu'il était député. Sa relation avec le Falun Dafa, le Falun Gong, date de ce moment, et on a toujours cultivé ces liens d'amitié. On s'est toujours tenu au courant.»

Nathalie Dieul/Époque Times

Nathalie Dieul/Époque Times

Seule artiste occidentale participant au collectif qui a donné naissance à cette exposition internationale, Kathleen Gillis était enchantée que l'exposition soit venue pour la deuxième fois au Québec : «Cette exposition est très spéciale [...] La présenter au Québec, à Montréal, c'est très touchant pour moi, parce que les Québécois comprennent l'art et le chérissent. [...] Si vous faites une exposition à Ottawa ou à Toronto, les gens de la communauté de l'art sont surtout concernés par la réputation et le prix de l'art. Ici, au Québec, on sent que l'art est important, pas juste à cause de l'aspect financier. C'est important pour les gens.»

Canadien d'origine chinoise, M. Lizhi Le a été gravement persécuté pour ses croyances en Chine. Lors du vernissage, il a témoigné des tortures qu'il a subies en détention.

Nathalie Dieul/Époque Times

L'Heureux Naufrage

La valeur sûre du spirituel pour les années à venir

Mathieu Côté-Desjardins
Époque Times

«Je peux me réveiller à Montréal et m'endormir à Hawaï, créer des liens avec des personnes à travers la planète, manger du poisson frais de l'océan Indien, découvrir la vie de mes ancêtres du Neandertal, admirer le côté sombre de la lune… Et puis, après? […]», écrit le réalisateur Guillaume Tremblay (*La Sentinelle, La Chicot... d'un bout à l'autre*) sur le site web de son nouveau film, *L'Heureux Naufrage*, un documentaire à la démarche intime, courageuse et étincelante, donnant une âme spécialement sensible à l'œuvre.

En quête spirituelle à travers les reliques et les épaves laissées par la religion chrétienne (notamment au Québec), Guillaume Tremblay recherche la lumière sous ces décombres, mais aussi dans d'autres directions insoupçonnées. Attiré par le point de vue de ses mentors intellectuels et artistiques, athées et croyants, il sollicite une parcelle de leur vécu pour y confronter ses propres interrogations et il sonde la soif spirituelle collective de plus en plus apparente. Parmi eux, se retrouvent notamment l'auteur Éric-Emmanuel Schmitt, la chanteuse Ginette Reno, le philosophe André Comte-Sponville, le scénariste humoristique et chroniqueur Stéphane Laporte, les réalisateurs québécois Bernard Émond et Denys Arcand, le dominicain et théologien Benoit Lacroix, le journaliste Pierre Maisonneuve et bien d'autres.

Tremblay cherche aussi à faire quelque chose de substantiel pour lui-même, tout en souhaitant sincèrement changer en mieux la société. Même si sa foi a connu plusieurs chemins et déroutes, il a l'audace de parler tout haut d'un sujet qui, pourtant, n'est pas populaire auprès des jeunes et de certains moins jeunes.

«Comme tant d'autres, je me distancie de plus en plus de cette société d'abondance, de prêt-à-porter et d'instantanéité. Autour de moi, je constate un vide profond derrière les apparences du bonheur et de l'amour. Malgré toutes mes possibilités et ma grande liberté, quelque chose me manque. Je le sens et BEAUCOUP de gens de ma génération – j'ai 32 ans – vivent la même chose», poursuit le réalisateur dans son commentaire existentialiste tout à fait adapté à notre époque qu'il décrit comme étant «l'ère du vide d'une société postchrétienne».

Le réalisateur a aussi puisé une partie de son inspiration en assistant à une rencontre «dialogique», une animation interactive propre à l'éminent professeur Norman Cornett qu'il animait en compagnie du philosophe Charles Taylor (rapport Bouchard-Taylor). Par la suite, d'autres personnes de la maison de production du documentaire, Ovizion, ont assisté à d'autres rencontres «dialogiques» du professeur Cornett. Ce dernier fut invité par l'équipe afin de collaborer avec eux pour susciter un débat d'idées public sur les questions soulevées par ce documentaire pendant la période du tournage du film.

La force de Guillaume Tremblay, comme réalisateur, va non seulement dans la pertinence des intervenants choisis, mais aussi dans la justesse du choix des répliques les plus essentielles de chacun. En quelques phrases, il a réussi à créer une série constante et cohérente de petites implosions de sagesse. Qu'ils soient très connus ou très peu, les intervenants apportent nettement plus que leur simple popularité ou savoir à l'écran. Ils s'ouvrent comme rarement on les a entendus. C'est comme assister à une sorte de télé-réalité du cœur, dans un format hyperraffiné, épuré et rafraîchissant, tout de même assez loin du concept de Josélito Michaud, *On prend toujours un train pour la vie*.

La qualité de l'image est très claire, nette et léchée; les couleurs sortent formidablement bien. Le dessin d'animation choisi comme raccord entre différents intervenants est, disons, particulier. Rustique et brunâtre, il provient soit d'un style très personnel et/ou découle d'une lacune budgétaire dans ce domaine. En fin de compte, il passe moyennement à l'écran. Malgré tout, on sent tout le silence de la réflexion et son symbolisme habilement inséré.

Même si le film ne dure que 46 minutes, on sort rassasié autant sur le plan du contenu que de son contenant, un grand écart que peu réussissent.

Après une série de projections à Montréal, le documentaire continue «à faire des petits» avec une série de conférences qui ont pour but d'amener plus loin la réflexion et les discussions sur le débat lancé par Guillaume Tremblay. Elles se dérouleront à l'Espace La Fontaine (parc La Fontaine) et seront animées par M. Pierre Maisonneuve.

En plus d'être disponible sur format Blu-ray et DVD sur le site officiel (http://www.heureuxnaufrage.com/), c'est au tour de Québec de projeter le documentaire, soit le mercredi 1er octobre à l'Université Laval.

Il est possible de consulter la page facebook du documentaire pour plus de détails sur les projections et rencontres.

www.facebook.com/HeureuxNaufrage

Ovizion

Jonathan Painchaud est l'un des intervenants choisis par le réalisateur Guillaume Tremblay et son équipe du film *L'Heureux Naufrage*.

À la découverte des plantes indigènes du Québec

Nathalie Dieul
Époque Times

Selon les écosystèmes, jusqu'à 80 % des plantes ont été importées d'autres pays au cours des derniers siècles, prenant la place des végétaux indigènes, d'après l'herboriste et auteure de renom Anny Schneider. Cependant, dès que l'on pénètre dans une forêt, le pourcentage s'inverse, les plantes autochtones constituant jusqu'à 80 % des espèces présentes. J'ai eu la chance de me promener en forêt avec la spécialiste afin de mieux connaître ces plantes indigènes et leur utilité.

Nathalie Dieul/Époque Times

Originaire d'Alsace, Anny Schneider est reconnue comme experte dans le domaine de l'identification de la flore médicinale sauvage du Québec. Herboriste comptant une quarantaine d'années d'expérience, auteure de plusieurs livres de référence et excellente communicatrice, elle est très présente dans les médias – journaux, radio, télévision. Elle donne régulièrement des conférences et des ateliers, entre autres, à des autochtones : la preuve qu'une «importée» peut apporter beaucoup à son nouveau pays!

Quelques invasives

Tout d'abord, avant de parler des indigènes, quelles sont ces plantes importées? Les nouvelles plantes invasives sont exotiques dans le sens où elles viennent d'ailleurs. Il y a environ 3000 sortes de plantes au Québec. Certaines sont arrivées avec les premiers colons, d'autres plus récemment. Elles sont parfois fort utiles en herboristerie, cependant elles prennent de plus en plus la place des plantes indigènes : «si on détruit l'écosystème qui est la forêt mature qu'on a coupée, ou les marais qui ont été asséchés à 85 % au Québec, il y a un appauvrissement des plantes indigènes. Une plante ne peut pousser que dans une forêt mature», se désole l'experte de la flore médicinale sauvage du Québec.

Au Québec comme dans d'autres pays, il est possible de suivre les traces laissées par l'être humain et, en particulier, par les colons blancs et leurs descendants : ils ont apporté des graines, sciemment ou non, soit dans les mélanges de céréales soit dans les fourrages des chevaux, ou encore comme plantes-remèdes, ne sachant ce qu'ils trouveraient dans le Nouveau Monde. Même en forêt, il est facile de voir aujourd'hui là où ils sont passés dans les chemins des forêts, ces chemins empruntés par les chevaux qui laissaient des graines dans leurs crottes.

En effet, dès le début de notre promenade en forêt, Anny me montre plusieurs espèces invasives typiques telles que le tussilage (*Tussilago farfara*), appelé *Huflattich* en allemand, ce qui signifie *trace de pas de cheval*, le plantain qui n'était pas connu par les Amérindiens avant l'arrivée des Blancs et que l'on a même nommé le *pas de l'homme blanc*, ou encore la brunelle (*Prunella vulgaris*), très connue dans la pharmacopée chinoise.

Nathalie Dieul/Époque Times

Le tussilage (*Tussilago farfara*) est une plante invasive typique fort utile : on l'utilise contre l'asthme, les blessures. Elle répare et nettoie les poumons. Sa fleur jaune ressemble à celle d'un petit pissenlit, c'est la première fleur du printemps qui apparaît avant sa feuillaison.

Nathalie Dieul/Époque Times

Une autre importée typique est le plantain (*Plantago major*). «C'est une plante très utile contre les piqûres d'insectes, les blessures, pour les poumons, les intestins, comme antihistaminique. C'est carrément un remède de secours si on a une allergie avec un œdème géant. Alors c'est vraiment très important le plantain, même si c'est une invasive. En forêt, on la trouve aujourd'hui uniquement le long des sentiers de marche», explique l'herboriste.

Nathalie Dieul/Époque Times

La brunelle (*Prunella vulgaris*) est une plante exotique intéressante très utilisée dans la médecine chinoise, sous le nom de *xia ku cao*, pour calmer l'élément feu. Elle est très courante dans les herboristeries chinoises de Montréal. Elle est appelée «brunelle» parce qu'elle brunit au séchage.

Quelques plantes indigènes

L'asclépiade (*Asclepias syriaca*)

Nathalie Dieul/Époque Times

L'asclépiade fait de jolies fleurs roses qui sentent bon et nourrissent les magnifiques papillons monarque. Cette plante est en voie de diminution parce que beaucoup de gens l'arrachent, sans savoir qu'ils pourraient attirer ces beaux papillons orangés qui en dépendent pour leur survie : ils pondent leurs œufs dessus, et les chenilles se nourrissent exclusivement des feuilles d'asclépiades.

Le nom asclépiade est originaire du grec *Asklépios*, Dieu de la médecine. La plante soigne toutes sortes de problèmes, dont ceux de la lymphe et des cancers. Des fibres étaient également fabriquées avec la tige de l'asclépiade.

L'actée à gros pédicelles (*Actae pachypoda*)

Cette plante indigène très particulière, aussi appelée «raisin de couleuvre», était utilisée comme contrepoison, contre les empoisonnements causés par les serpents, «mais il fallait savoir l'utiliser comme il faut. C'est quand même une science exacte l'herboristerie. C'est une plante très puissante, mais à utiliser en très petite dose, le plus souvent la racine. Le fruit peut être très purgatif, voire hallucinogène. Donc il faut avoir des connaissances exactes», avise Mme Schneider.

Nathalie Dieul/Époque Times

La salsepareille (*Aralia nudicaulis*)

La racine de la salsepareille peut être très longue. C'est la cousine du ginseng. Cette plante, aussi appelée «aralie à tige nue», est une indigène tonique, surrénalienne, et elle a des propriétés très puissantes en tant que dépurative du sang. Actuellement, une importante recherche se fait sur cette plante à l'Université de Montréal en partenariat avec la Clé des champs (www.clefdeschamps.net).

Nathalie Dieul/Époque Times

La deuxième partie de l'article suivra dans la prochaine édition.
Pour de plus amples renseignements sur les ateliers et conférences d'Anny Schneider, visitez : www.annyschneider.com

Laquelle est la meilleure?

Protéine d'origine animale ou d'origine végétale

Derek Henry
Organic Lifestyle Magazine

Une discussion à propos des sources protéiques entre un végétalien et un consommateur de viande se compare vraiment à une discussion sur la politique ou la religion entre deux étrangers. La discussion ne se terminera fort probablement pas dans le calme. Cependant, plusieurs mythes et affirmations inexactes circulent dans les deux camps quant aux apports protéiques et aux meilleures sources de protéines et il est grand temps de faire la lumière sur le sujet.

Valeur calorique

Un des premiers grands démêlés dans le débat sur les protéines d'origine animale *versus* celles d'origine végétale concerne la valeur calorique. Les consommateurs de viande avancent que la consommation de légumes doit être beaucoup plus élevée que la consommation de viande pour obtenir une quantité de protéines bénéfiques. En fait, ils prétendent qu'on pourrait littéralement mourir de faim en mangeant toute la journée pour essayer d'atteindre le niveau de protéines nécessaires.

Il est vrai que les légumes offrent un apport calorique de densité réduite par rapport à la viande. Oui, on aurait à consommer un volume plus important pour équivaloir au même apport protéique, mais ce point reste hypothétique. Sauf dans le cas où une personne s'entraîne intensivement ou modérément, le contenu protéique nécessaire peut aisément être atteint à l'intérieur d'une diète végétarienne. De plus, la valeur calorique réduite fournie par une diète végétarienne est plus légère pour le système digestif que celle fournie par une diète basée sur les protéines animales (largement attribuable au fait que la viande soit cuite).

Si on s'entraîne de façon intensive, il sera plus difficile de combler nos besoins caloriques seulement avec un apport de protéines végétales. C'est là que la viande peut aider à combler la différence et à fournir le surplus calorique nécessaire à la demande. Par exemple, une portion de 3 oz de bifteck fournit 174 calories et donne 26 grammes de protéines complètes. Une portion de 3 oz de quinoa cuit fournit 34 calories et donne 3,5 grammes de protéines complètes.

Si on sent qu'on a besoin de plus de calories par protéines, pour quelque raison que ce soit, la viande est définitivement l'option facile. C'est aussi la façon dont plusieurs personnes se procureront une quantité suffisante de protéines. Nos diètes sont en générales déficientes en produits de la ferme et autres aliments entiers, ainsi la majorité des gens se procurent des protéines végétaliennes uniquement avec le soja et d'autres ingrédients malsains issus des aliments transformés. Ces aliments ne sont pas simplement hautement traités et toxiques, mais les protéines provenant de ces ingrédients sont difficiles à assimiler et sont la cause d'une myriade de problèmes de santé.

Complètes ou incomplètes

Un des points les plus cités dans le débat sur les protéines d'origine animale *versus* d'origine végétale est le fait que les protéines d'origine animale fourniraient des protéines complètes, là où les protéines d'origine végétale en seraient incapables. Cette présomption est erronée pour deux raisons :

- Certaines protéines d'origine végétale sont complètes (par exemple, la chlorelle, les graines de chanvre, le pollen d'abeille, les graines de chia et le quinoa).
- Il est possible de combiner des protéines végétales pour obtenir une protéine complète dans n'importe quel repas, comme les lentilles et le riz brun. En réalité, une diète basée sur les végétaux contient une si grande variété de profils d'acides aminés que les végétaliens sont presque certains de réussir à se procurer tous les acides aminés dont ils ont besoin sans grands efforts de leur part.

Il y a des raisons logiques et aisément compréhensibles pour lesquelles les protéines animales sont plus désirables aux yeux des gens, autres que le goût ainsi que le caractère pratique et facile. Pendant que les végétaliens disent que la viande est une cause de cancer et d'autres problèmes de santé sérieux, les omnivores ayant à cœur leur santé avancent, avec exactitude, que de mauvaises méthodes de cuisson et la piètre qualité de la viande (fermes d'élevage industrielles) sont plutôt les causes des problèmes de santé.

Assimilation

Un des aspects les moins abordés dans le débat sur les protéines animales *versus* les protéines végétales est l'assimilation. Très peu de gens prennent en considération le fait que la quantité de protéines contenue dans les aliments consommés est rarement égale à la quantité de protéines digérée et assimilée adéquatement par le corps.

Pendant des années, l'isolat de protéines de soja a été utilisé dans la préparation des poudres protéiques ainsi que dans la préparation du lait maternisé, pour favoriser l'augmentation de l'apport protéique. Cependant, beaucoup n'ont pas tenu compte du fait que le soja non fermenté utilisé conventionnellement produit des protéines hautement indigestes dont le niveau d'assimilation n'est qu'une fraction de ce qui est inscrit sur l'étiquette. Toutefois, la plupart des souches de soja sont modifiées génétiquement et les inhibiteurs d'enzymes du soja non fermenté peuvent causer de sérieux débalancements hormonaux.

Génétiquement, de bonnes protéines végétales seront digérées plus aisément que de bonnes protéines animales. En fait, pour mieux digérer les protéines d'origine animale, il faut les associer avec des légumes frais non féculents qui fourniront les enzymes et probiotiques nécessaires pour les décomposer convenablement et en assurer la digestion optimale.

En plus, les méthodes de cuisson utilisées habituellement pour les protéines animales nuisent à nos processus d'assimilation. Aujourd'hui, nous cuisons souvent la nourriture de façon rapide à haute température en la passant à la poêle à frire, dans la friteuse ou au barbecue. Toutes ces méthodes génèrent des produits finaux de glycosylation avancée difficiles à métaboliser, et les problèmes s'aggravent significativement si on ajoute du sucre (ingrédient qui est présent dans presque toutes les sauces utilisées pour la cuisson).

Si vous voulez éviter ces produits de glycation avancée pour améliorer l'assimilation et éviter les réactions négatives du système immunitaire, vous devez cuire votre nourriture à basse température (jusqu'à 180 F – 82 oC) avec de l'eau le plus possible et éviter d'ajouter du sucre. Les produits terminaux de glycation, les autres radicaux libres et acides décomposés et endommagés résultent tous de la cuisson ce qui veut dire que de cuire à plus haute température et plus longtemps en augmente la production. Ils sont tous toxiques pour le corps.

À suivre dans la prochaine édition

zasvedogov/www.freeimages.com

www.freeimages.com

Comment convaincre un enfant de manger?

Irina Mukhanova
Époque Times

Les parents se plaignent souvent du manque d'appétit de leurs enfants. Essayons d'en comprendre les raisons.

Les parents doivent avoir à l'esprit que le manque d'appétit peut être causé par diverses raisons. Si l'enfant n'a pas de problèmes de santé, alors peut-être que ses préférences gustatives diffèrent de celles de ses parents.

Les enfants sont parfois de petits conservateurs

Les enfants se méfient parfois de la nouveauté. Si votre enfant est habitué à manger des repas où tous les ingrédients sont mélangés, il va très probablement refuser un repas où les ingrédients sont séparés et vice-versa. Par ailleurs, l'enfant peut ne pas aimer la bouillie tout simplement parce qu'il n'aime pas sa consistance.

Certains parents peuvent assimiler le comportement de leur enfant à un caprice. Ils doivent alors se rappeler que même si l'enfant est petit, il peut tout à fait vouloir que l'on tienne compte de ses goûts et préférences. Parfois, les jeunes enfants ne veulent pas prendre un repas complet, parce que les parents les ont nourris exclusivement de purée. Peut-être qu'ils n'ont pas appris ou ne peuvent pas mâcher un aliment qui présente une texture différente.

Quel menu choisir?

Un menu monotone, manquant de couleurs et de richesses gustatives, peut gêner le bébé et provoquer un manque d'appétit. Chaque enfant peut avoir sa propre attirance alimentaire. Ne pouvant choisir, il peut montrer son mécontentement en refusant de s'alimenter. Parfois, c'est l'inverse, le bébé va manger toujours la même nourriture et prendre les nouveaux aliments avec prudence, car il n'a tout simplement pas eu de menus diversifiés.

Prohiber le grignotage

Souvent, pour compenser le manque d'appétit, certains parents autorisent leur enfant à grignoter entre les repas. Cependant, si l'enfant grignote pendant la journée, il refusera de manger au moment du repas.

Suivre l'exemple des parents

Les enfants essaient de copier le comportement alimentaire de leurs parents. Si ces derniers mangent «sur le pouce», alors il sera très difficile à l'enfant d'adopter un bon rythme alimentaire. Si dans la famille, il n'y a pas la tradition du repas pris ensemble, l'enfant ne comprendra pas la nécessité de s'alimenter correctement quand il ressentira le besoin de manger.

Faut-il s'inquiéter?

Observez votre enfant, s'il mange toujours peu, mais que cela n'a aucun effet sur son état de santé, c'est-à-dire s'il est actif, joyeux et optimiste, il n'y a pas de raison de s'inquiéter.

Wikimedia

Si votre enfant est actif, joyeux et optimiste, il n'y a pas de raison de s'inquiéter.

Petites Annonces

514 931-0151

Heure de tombée : Vendredi 18:30
Veuillez vérifier le contenu de votre annonce et nous contacter si vous désirez apporter des corrections.

RÉSIDENCES POUR AINÉS

RÉSIDENCE POUR AíNÉS, Loyer à partir de 836 $ avec crédit d'impôt. Contacter Sabrina 514 747-6776

IMMOBILIER

À vendre

À VENDRE : Immeuble commercial sur Av. du Parc/Milton, centre-ville, 12 app. + 2 commerces. Revenus : 162 000 $/ an approx. Beaucoup de potentiel. Prix demandé : 2 300 000 $. Sur RV seulement M. Juneau 514 772-7357

COURS ET FORMATION

Spécial

CFADF
FORMATIONS A DISTANCE
CHIMIE
Sec IV, V, CEGEP I
45 $/20h
SITES DYNAMIQUES
Avec le CMS JOOMLA
PME, Particuliers
35 $/50 h
www.cfadfrancophone.org
ryherve@videotron.ca
Dr René-Yves Hervé
514-529-4712

Musique

Cours de clarinette et de piano. Professeure diplômée de l'Université de Montréal. Parle français et anglais. Diane : 514 592-0705

PROFESSEUR AFFILIÉ À L'ÉCOLE PRÉPARATOIRE DE MUSIQUE DE L'UQAM. Cours de piano, 30 $/h lupiensimon@hotmail.com 819 347-8484 (Métro Jean-Talon) Arrangeur/compositeur, Pianiste/ claviériste

École Internationale de Chant Populaire, Rock, Jazz, R&B, Gospel, Academia Musika. À Montréal depuis 1995. Technique vocale, articulation, respiration justesse, timbre, stylisme, traitement des cordes vocales, improvisation et soutien. Professeur diplômé de Maitrise Arts, chant et réalisation de spectacles musicaux; lauréats et diplômés de concours/festivals internationaux. 506 Cherrier, métro Sherbrooke. Tél. : 514 845-3733

COURS DE PIANO. Professeure diplômée Université Bishop's. Surtout musique classique. Pour enfants et adultes. Plusieurs années d'expérience et consciencieuse. Métro Jolicoeur. 514 765-0713

ACADÉMIE DE MUSIQUE DE LASALLE Cours de guitare, basse électrique, piano, clavier, chant, saxophone, flûte à bec, violon, batterie, théorie musicale et composition, écriture de chansons, etc. 10 % de rabais sur 10 leçons (45 à 60 min). 514 363-6771 www.academielasalle.com

Cours de piano, théorie, composition, improvisation : Pédagogue expérimenté, doctorats de conservatoire de Moscou et UdM, chargé de cours de l'UdM, lauréat de UNESCO et des concours internationaux. Donne aussi des cours d'échecs : professeur de l'Association Échecs et Mats. Alexander : 514 768-7120

Professeur russe de piano, diplômé Conservatoire Tchaikovsky et UDM. 15 ans d'expérience, tous les niveaux. Cours privés, approche personnalisée, préparation examens RCM et McGill. Profitez de l'excellence de l'école russe! 50$/h. 514 462-8579 www.montrealpianoduo.com

COURS PRIVÉS D'ACCORDÉON pour débutants et avancés. Tout genre de musique 514 686-4498

Cours de violon Étudiante à l'Université McGill. Plusieurs années d'expérience en enseignement en violon. Bilingue. Michelle Picard 514 249-5745

Arts Visuels

ATELIER ET FORMATION EN DESSIN ET PEINTURE. Apprenez avec artiste peintre professionnel les différentes notions de bases pour débutants, intermédiaires et avancés en utilisant crayon, fusain, acrylique et huile. Pour info, 514 254-3119

Langues

COURS DE FRANÇAIS GRATUIT (écrit et parlé), adaptable à chaque niveau personnel. EFFICACE ET PRATIQUE. Reconnu par le gouvernement. Pour information : Diane : 514 322-8743. Inscription : Maintenant.

COURS PRIVÉS DE FRANÇAIS Niveaux primaire et secondaire, offerts à mon domicile (quartier Rosemont). Expérience pertinente, 25 $ / h. Appelez Isabelle : 514 573-1605

ESPAGNOL. Conversation tous les niveaux. Cours d'appoint Grammaire, professeure native de Barcelone. Nora Perez 514 524-7832

Professeure de français 10 ans d'expérience. Aide aux enfants pour leurs devoirs et leçons du primaire au secondaire, préparation aux examens du Ministère de l'Éducation du Québec ou correction de thèses de maîtrise. Linda : 514 373-7215

MATHÉMATIQUES Cours pour tous les niveaux (écoles, cégep, universités) Docteur en Mathématiques ayant enseigné aux universités URSS, France et Canada. Appelez 514 769-2546

ÉCHECS, cours individuels et en groupe. Maître FIDE, ex-champion de l'Arménie et du Québec. Appelez 514 769-2546

Formation complète en fiscalité Word, Excel et logiciels comptables. Horaires flexibles. Pour info : 514 518-2982 Courriel : info@legroupeadar.ca

Cours complet de : couture, broderie, crochet, patchwork, tricot... Aussi des garnitures de toutes sortes et coton pour patchwork. Appelez Marya : 514 543-1203. Visitez au 5145 boul. Décarie (Métro Snowdon)

COURS DE BOULANGERIE et pâtisserie, décoration de gâteaux. Métro sauvé. Mme Marie Pamphile 514 852-1779

SERVICES

Déménagement

NORDTRANS vous propose le service de déménagement et livraison local et longue distance. Paiement à l'heure ou prix fixe. Travail rapide et professionnel. Assurance. Mentionnez le code «Spécial 2014» pour obtenir un rabais de 5 %. 514 591-5122 www.nordtrans.ca

DÉMÉNAGEMENT TONY Déménagement économique, rapide et professionnel. Camion 25', local et longue distance. Tél. : 514 577-5003 anglais ou français

DÉMÉNAGEMENT BARCARI Déménagement résidentiel et commercial. On travaille rapidement et avec précision. On vous sert avec plaisir. Pour info : 514 661-1565

Vous déménagez? La solution : PREMIUM DÉMÉNAGEMENT Relocalisation résidentielle, emballage, entreposage et transport général Appelez M. Gagnon : 514 377-1632 www.premiumdemenagement.com

DÉMÉNAGEMENT HIDALGO Résidentiel et commercial. Service professionnel. Confiance et sécurité. Estimation gratuite. Prix raisonnable. Appelez Dionicio : 514 805-9662 ou 514 699-2009 (langues parlées : français-anglais-espagnol)

DÉMÉNAGEMENT POLANCO - À prix abordables.www.transportpolanco.com Pour espagnol : 514 239-0909, pour francais : 514 754-5225

TRANSPORT Réel Mikah et DÉMÉNAGEUR pour toutes occasions. Demandez Hakim Saidj au 514 839-5025

Rénovation

RÉNOVATION de sous-sol, salles de bain, cuisines, portes, fenêtres, balcons, clôtures. R.B.Q. 5640-2431-01 Mario : 514 774-4244

SERVICES PLUS pour tous genres de réparations intérieures et extérieures, nettoyage, peinture, service de plâtrier et plus. Stéphane : 514 808-8104. RBQ # 8359-3053-01

Impôts-Comptabilité

Déclarations d'impôt et tenue de livres. Comptable stagiaire CGA. CARMEN SCHNEIDER 514 358-7876

IMPÔTS & COMPTABILITÉ. Vous n'avez pas le temps? Déposez simplement vos documents. Nous nous déplaçons aussi. Rapidité et confidentialité. Nous vous représentons auprès de Revenus Canada/Québec. Situé près métro. 514 728-6045 / 514 583-2980.

BUREAU COMPTABLE, spécialisation impôts des particuliers et entreprises. Rapidité et confidentialité. Service offert de ramassage et livraison de documents. 11 327 avenue Garon (métro Pie IX, bus 139 N.). 514 658-2337, 514 571-9749

Immigration

AVOCAT EN IMMIGRATION Services immigration canadienne à prix abordables. Parrainage pour conjoint, certificat sélection Québec, autres demandes immigration/Visa temporaire. Appelez pour consultation sans frais: 514-233-6580 ou canady97@yahoo.ca

Divers services

FERRAILLES – ACHAT DE VOITURES pour recyclage jusqu'à 1000 $. Remorquage gratuit. Georges : 514 655-6512 SAAQ. Sur toutes les régions de Montréal et de Laval.

ENTRETIEN MÉNAGER Grand ménage, lavage de vitres.Travail professionnel, honnête, 8 ans d'expérience. Chantale 514 570-7134

Remorquage SAID Nous achetons autos et camions pour la ferraille (scrap) et recyclage. Nous payons le meilleur prix comptant et remettons un reçu pour la SAAQ. Remorquage gratuit. Tél. : 514 502-9070

RAMASSAGE GRATUIT pour recyclage : Lot electro-ménagers, objets informatiques, tout genre d'aluminium, etc. 514 603-9383

J'offre des services de traduction entre anglais et chinois pour individus et compagnies ainsi que des cours privés de mandarin. Svp appelez Mme Bai : 514 932-1194

PAYSAGISTE SARA Pavé uni, asphalte, trottoir en ciment, dalles, murets, nouveau gazon, gazon artificiel, scellant. 20 ans d'expérience. Peter 514 808-8536

DIVERS

PHOTOGRAPHE recherche modèles pour photo-portrait et photo de mode. Demandez Serge : 514 254-4216

À VENDRE CONGÉLATEUR KENMORE couleur blanche, grandeur moyenne presque neuf : 500 $ comptant. Tél. : 514 419-7672

SERVICE ENTRETIEN résidentiel et commercial. Personne fiable, honnête avec expérience. Contactez Vicky : 514 238-9472

ACHAT D'AUTOS pour ferrailles 24/24, 7/7. Service rapide. Débarrassez votre entrée et terrain de vieilles voitures, camions, etc. 514 951-4203 / www.autopourferraille.com

OFFRE MES SERVICES AU MONDE DE L'ÂGE D'OR Femme mature de confiance, à tout faire, avec voiture, pour personnes sans famille ou restant seules. Appelez Maggie 514 820-5331

AUTO CAD - Dessin assisté par ordinateur. Formation et stage. Réalisation de dessin. 450 646-3284.

VILLE DE MONT-ROYAL - LIEU ET ADRESSE HAUT DE GAMME À UN PRIX CONSIDÉRABLEMENT RÉDUIT.
Près de Rockland et Jean-Talon.
4 ½, 3 ½, 2 ½ Grands appartements avec belle hauteur de plafond et certains avec balcon.
À proximité des parcs, écoles, universités, bus et métro
Parfait pour l'accès à tous les quartiers de Montréal et centre-ville.
Renseignez-vous sur notre promotion «Un mois gratuit».
Appelez Shawn : 514 731-6154 ou Paul : 514 695-4323

ÉPOQUE TIMES RECHERCHE UN REPRÉSENTANT DES VENTES POUR L'ÉDITION FRANCOPHONE ET CHINOISE
Poste a temps complet- 40 heures/sem

Le candidat doit remplir les exigences suivantes :
- Capacité à attirer de nouveaux clients et à pénétrer de nouveaux marchés;
- Excellentes habiletés à communiquer;
- Capacité a bâtir, gérer et entretenir les relations avec les clients;
- Être axé vers les résultats et l'atteinte des objectifs;
- Détenir un diplôme d'études collégiales ou autre formation pertinente;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française (anglais, un atout);
- Avoir des connaissances du milieu publicitaire et des médias en général; connaissance du milieu de la vente et de la représentation;
- Avoir une connaissance de la communauté asiatique;

Permis de conduire indispensable | Salaire de 1500 $ + commisssion

Poste à combler dès Septembre
Contacter Mme Julia Hu, 1099 rue clark, Montréal, H2Z 1K3
juliahu@epochtimes.com

COURS DE GUITARE :
TOUS NIVEAUX ET TOUS STYLES
APPROCHE PÉDAGOGIQUE EFFICACE
PROFESSEUR DIPLÔMÉ
(MAITRÎSE MUSIQUE)
N.D.G. ERIC
514 597-0621

WWW.DOMAINEGAGNON.COM
CHALET 4 SAISONS À LOUER à Saint-Romain

Meublé, haut de gamme, 2 càc, 2 sdb, atelier, garage, grand domaine privé, lacs à truites, sentiers de randonnée, vue sur montagnes. Location au mois ou à l'année. Non-fumeur.
418 486-2296 gagnon327@hotmail.com

MÉTRO LONGUEUIL
Condo disponible pour achat ou location

Stationnement intérieur chauffé et sécuritaire. Gymnase bien équipé à l'usage exclusif des résidents. Disponible dès maintenant.
Pour information :
Yannick Lamy, courtier Remax Différence
514 809-1972, ylamy@videotron.ca

Saviez-vous que vous pouviez obtenir **jusqu'à 10800$[1]** en incitatifs gouvernementaux pour les études postsecondaires de votre enfant?
Informez-vous sur votre admissibilité au BEC (Bon d'études canadien), pouvant atteindre 2000 $[2] supplémentaires par enfant.

LES FONDS UNIVERSITAS
Spécialistes en épargne-études depuis 1964
DAC DUNG BUI «Philippe»
Représentant en plans de bourses d'études
Téléphone: 514 573-5191
dacdung.bui@universitas.ca
universitas.ca/agencecblais
REEE Régime enregistré d'épargne-études
(1) Subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE) de 20 % à 40 %. Incitatif québécois à l'épargne-études (IQEE) de 10 % à 20 %. Maximum annuel de 600 $ en SCEE et de 300 $ en IQEE. Selon le revenu familial net. Certaines conditions s'appliquent. Consultez le prospectus sur notre site Internet ou communiquez avec l'un de nos représentants autorisés. (2) Pour un enfant né après le 31 décembre 2003 et dont la famille reçoit le Supplément de la prestation familiale pour enfants.

WEST & WEST ISLAND AUTO RECYCLING

Nous achetons toutes les voitures usagées à un bon prix.
Appelez : West & West Island Auto Recycling Reg'd.
David : 514 363-6010

REMORQUAGE ÉLIE

Achat d'autos et de camions pour la ferraille accidentés ou non, payons argent comptant, reçus pour SAAQ
514 617-7905
ouvert 7 jours

GARDERIE : PLACES EN GARDERIE
quelques places disponibles,
7 $ par jour, programme bilingue,
Près du métro Jean-Talon
Pour information, composez le 514 277-3535

BAR AVEC 5 VIDÉOS POKER DANS VILLERAY À VENDRE
Nouveau prix : 309 000 $
Lina Ioanna : 514 726-7072

PLUSIEURS IMMEUBLES À REVENUS À VENDRE
16 logements à Mtl-Nord : 1 250 000 $
10 logements dans Mtl : 955 000 $
11 logements avec 2 locaux dans St-Michel : 680 000 $.
Lina Ioanna : 514 726-7072

Le magasin-entrepôt Optimum plus vend des
MATELAS NEUFS À PRIX IMBATTABLES.
Livraison disponible
Tél. : 514 508-4323
8280, boul. Saint-Laurent #415, Montréal H2P 2L8
www.montrealmeubles.com

Mentionnez le code « Spécial 2014 » pour obtenir un rabais de 5 %

MAISON DE CAMPAGNE À VENDRE
438 969-1186
4 grandes chambres, 1 grand salon, 1 salle de bain. Construction 2007. Grand terrain de culture (3,9 acres), 6 serres toutes équipées avec grange et remise. Intéressante occasion d'affaires. à 90 km de Montréal.

395 000 $

Citoyenneté - Immigration - Visa
Vous avez besoin de soutien ?
Rencontre Arrangée en Personne ou par Téléphone avec un Consultant Réglementé en Immigration Canadienne
www.iStrategik.com
Courriel : info@tafat.ca
info@iStrategik.com
514-600-1012
: iStrategik
600, boul. de Maisonneuve Ouest, Bureau 1700.
Montréal, QC Canada H3A 1T9
Fax : 514 600-0859
Sans Frais Canada/USA : 1 855 869-8620
Hong Kong +852 5808 5748

IDOLEM ZUMBA
École de Zumba Brossard
7209, boul Taschereau, Brossard, Qc J4Y 1A1
30 % rabais pour Chinois. Essai gratuit.
Cours pour enfants et parents.
Inscription maintenant !

Aussi poste en soirée disponible : réceptionniste / vendeuse trilingue (chinois, anglais, français)
Appelez : 438 338-6692

FALUN GONG - FALUN DAFA
Cours de Qigong (gratuits)
Exercices de méditation traditionnelle chinoise et enseignements.
Appelez :
- Thanh (Mtl) 514 937-2756
- Claire (Mtl) 514 327-0277
- John (Mtl) 514 435-9043,
- Nicole (Ville de QC) 418 661-7892

Emplacements des présentoirs

- Café Dépôt, 150 Ste-Catherine Ouest, complexe Desjardins
- Palais de justice
- La tour Radio-Canada
- Galerie du Parc, 3575 Parc
- Métro McGill, sortie 20/20
- Marché Tau, 4238 Saint-Denis
- Édifice Balfour, 3575 St-Laurent
- Centre de commerce mondial
- Édifice Berman, 4040 St-Laurent
- Le Commensal, 1204 McGill College
- Jean Coutu, Mont-Royal coin Berri
- Omer De Serres, 334 St-Catherine est
- Second Cup et Café Dépôt, Place Dupuis
- Guy-Favreau Y Centre, 200 boul. René-Lévèsque ouest
- Terra verde, 159 Saint Antoine ouest, Palais des Congres
- Pâtisserie St-Louis de France, 3575 Berri Métro Sherbrooke
- Café étudiant de L'Institut d'Hôtellerie, Métro Sherbrooke
- Second Cup, au coin des rues McGill et Président-Kennedy
- Café Suprême, Place Bonaventure, 800 rue de la Gauchetière
- Café Panfiore, 1080 Beaver Hall, coin Belmont, Métro Square-Victoria
- Vieux Duluth express, 800 rue de la Gauchetière, Métro Bonaventure
- Jardin du Plateau, 933 Mont-Royal est
- Boulangerie Premiere Moisson 860 Mont-Royal est
- Bibliotheque Mile End, 5434 av.du Parc
- Banque Laurentienne, 1100 Mont-Royal est
- YMCA, 1440 rue Stanley 5e étage
- Caisse populaire, 1145 Bernard ouest
- Bibliothèque publique d'Outremont, 41 St-Just Ave.
- Banque Laurentienne, 1447 av. Van Horne
- Clinique Medical Plateau Mont-Royal, 1374 Mont-Royal est, suite 103
- Société de développement de Montréal, 330 rue Champs de Mars
- Édifice du 480, St-Laurent
- Restaurant Mr. Ma, 1, Place Ville-Marie
- Van Houte, 277, Ste-Catherine Est
- Boulangerie Samos, 4379, St-Laurent
- Marché Sabor Latino, 4387, St-Laurent
- Café Le Centre, 1999, ave des Canadiens-de-Montréal (Centre Bell)

Voyage

Charles Mahaux

La place coloniale San Francisco, du nom de l'imposant et superbe monastère qui s'y dresse, est très appréciée des habitants qui s'y reposent et s'amusent avec les pigeons.

De Quito à Otavalo, l'histoire d'une revanche 2e partie

Christiane Goor
Époque Times

En route pour Otavalo

Il est temps de partir à la découverte du monde andin. Au rythme des *colectivos*, le voyage est lent et s'étire bruyamment le long de la Panaméricaine. Régulièrement, le chauffeur s'arrête pour décharger l'un ou l'autre voyageur qui doit récupérer son sac sur le toit du véhicule. S'extirper du bus n'est pas une mince affaire car il est bondé. Au moins trois personnes se partagent chacune des banquettes latérales. Pour profiter du paysage, il faut avoir la jeunesse et l'audace des gamins qui se hissent à hauteur des bagages, sur le toit de la voiture. Il faudra près de deux heures pour parcourir les cent kilomètres qui séparent Quito de Otavalo, petite ville située à une centaine de kilomètres au nord de la capitale, sur les rives du lac San Pablo, au pied du volcan Imbaburra dont les flancs sont tapissés d'une mosaïque de champs exigus.

Cette cité sort de sa torpeur tous les mardis et samedis, jours de marché. La place principale et les ruelles sont envahies par les paysans déjà arrivés pendant la nuit avec les produits de leurs terres ou de leur artisanat. Les femmes sont coquettes avec une blouse blanche ornée de broderies, leurs rangées de colliers de grosses pierres jaunes autour du cou et une couverture de laine noire curieusement repliée sur la tête. Elles sont assises à même le sol, devant leurs paniers lourds de fruits ou de légumes : des tomates allongées qui poussent sur les arbres, des gerbes de fèves, des oignons rouges, des pommes de terre oblongues et bosselées… En attendant un acheteur éventuel, certaines filent la laine brute de leurs moutons, d'autres tricotent inlassablement des pulls chauds et épais qu'elles revendront plus tard. Les hommes ont étalé des couvertures bariolées, des ponchos et des tapis. Ils sont coiffés d'un couvre-chef en feutre qui laisse apparaître leur longue tresse couleur de jais, signe d'une indianité qu'ils exhibent fièrement. Vêtus d'une chemise blanche brodée aux poignets et d'un pantalon blanc immaculé qui descend un peu au-dessus du mollet, ils préfèrent rester debout pour mener leurs transactions qui se règlent à voix basse.

L'espace est restreint et pourtant la foule évolue docilement entre les marchandises, sans heurt ni bousculade. Des restaurants improvisés se sont installés un peu partout. Ici, on cuit le cochon entier, étalé sur une grande poêle de cuivre. Il y mijote des heures durant dans sa graisse et les villageois se régalent de morceaux de couenne frite et délicieusement croustillante qu'ils consomment avec des épis de maïs grillés, assis sur des tabourets de fortune, en bordure de trottoir. Ailleurs, on propose des petites brochettes composées d'abats macérés dans du vinaigre et accompagnées d'une sauce à base de piments rouges - *ají* - toujours servie à part, dans une coupelle.

La place de los Ponchos, la place de marché la plus connue d'Équateur, explose de couleurs entre les auvents chargés de souvenirs artisanaux. Les amoureux de la laine peuvent la trouver sous toutes ses formes : bonnets, gants, écharpes, pulls, tapis, sacs, hamacs, et les indigènes y trouvent eux aussi leur compte. En effet, les indigènes d'Otavalo ont pris une juste revanche sur l'histoire. Autrefois opprimés par les conquistadors qui exploitaient leur talent de tisserands dans des manufactures textiles où les conditions de travail étaient si dures que nombreux y ont laissé la vie, ils ont aujourd'hui repris à leur compte cette activité qui les a rendus prospères. Artisans habiles, ils tissent des ponchos, des couvertures, des lainages qui sont vendus jusque sur le marché américain. Ils ont adapté leurs étoffes aux goûts des touristes et des citadins des pays voisins. Surtout, ils assurent eux-mêmes la distribution et la vente de leur production. Tous les bénéfices récoltés sont réinvestis sur place dans l'achat de parcelles de terrain ou au service de la communauté. Ils ont relevé le défi de l'adaptation aux réalités nouvelles sans trahir les valeurs qui garantissent la permanence de leur peuple à travers des siècles. Reste à savoir si leur esprit de solidarité ethnique va résister à leur redoutable sens des affaires…

Charles Mahaux

Le monument aux Héros de l'indépendance du 10 août 1809 est l'un des symboles forts du pouvoir exécutif de la nation.

Charles Mahaux

Preuve s'il en est que les Amérindiens d'Otavalo sont des tisserands reconnus : les femmes n'abandonnent jamais leur crochet ou leur tricot.

INFOS
Il n'y a pas d'office de tourisme équatorien. Pour en savoir davantage, adressez-vous au consulat d'Équateur au 2055, rue Peel, bureau 501, Montréal. Tél. : 514 874-4071 Ouvert de 9 h à 13 h. À découvrir, un guide d'accueil pour ceux qui souhaitent s'installer à Quito, mais les renseignements sont utiles pour tous : http://www.ambafrance-ec.org/IMG/pdf/Livret_d_accueil_a_Quito-2014.pdf

Circuler
Quito se découvre mieux à pied ou en transport en commun. Toutefois, il est aisé de louer une voiture et de visiter le pays en voyageant le long de la Panaméricaine qui longe la célèbre avenue des Volcans. Les routes sont étonnamment bonnes.

Devises
La monnaie nationale est le dollar américain.

Se loger
Il faut toujours demander à voir une chambre avant de se décider. À épingler, l'hôtel Real Audiencia sur la plaza de Santo Domingo [www.realaudiencia.com] en plein cœur du Quito colonial.

Gastronomie
D'excellents produits! Les soupes, très copieuses, peuvent constituer un repas, comme le *locro*, soupe de pommes de terre avec avocat, fromage et graines de lupin. À goûter aussi le *seco de gallina* ou *de res*, sorte de pot-au-feu de poulet ou de bœuf servi avec du riz.

Bon à savoir
Ne pas s'aventurer seul la nuit et, le cas échéant, prendre un taxi commandé par l'hôtel.